



SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUIN 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2026/JUIN/102	OBJET : SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – RAPPORT D'ACTIVITÉ DU DÉLÉGATAIRE ET RAPPORT DU PRIX ET QUALITÉ DE SERVICE POUR L'ANNEE 2025
<u>Date du conseil municipal</u> 30/06/2026	
<u>Date de la convocation</u> 24/06/2026	
<u>Date de l'affichage</u> 24/06/2026	

L'an deux mille vingt-six, le trente juin à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, en suite des convocations adressées le vingt-quatre juin deux mille vingt-six.

Étaient présents :

Clotilde **LAGOUTTE**, Maire

Abdelhakim **LACHHAB**, Maureen **BONNET-KHOULDI**, Michel **BILLOUT**, Pascale **DESPLATS**, Guy-Bertrand **TCHIKAYA**, Voahangy **HUÉ**, Mohamed **NOURO**, Sylvie **GALLOCHER**, Maires-adjoints.

Julien **BOUDET**, Mohammed **KHERBACH**, Prescilia **HENRY**, Lucie **BOURELY**, Romaine **BOKASSA-KIBOZI**, Adama **OUATTARA**, Catherine **MOLINA**, José **MORILLA**, Frédérique **HOUREUX**, Gérard **ESNAULT**, Pascal **BOURGET**, Nolwenn **LE BOUTER**, Catherine **LORMANN-D'HOKER**, Isabelle **WALCZYNSKI**, Stéphane **MOLINES**, Angélique **RAPPAILLES**, Cyril **AKPAMA**, Conseillers municipaux.

Étaient représentés :

Dramane **TRAORE** pouvoir à Abdelhakim **LACHHAB**

Ijou **HAMMOUTI** pouvoir à Julien **BOUDET**

Jules **NOUGA NOUGA** pouvoir à Nolwenn **LE BOUTER**

Michel **BILLOUT** a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

DÉLIBÉRATION

OBJET : SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – RAPPORT D'ACTIVITÉ DU DÉLÉGATAIRE ET RAPPORT DU PRIX ET QUALITÉ DE SERVICE POUR L'ANNEE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2224-5 et D.2224-5,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 213-2,

CONSIDERANT les conditions d'éligibilité du XIIème programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,

Le conseil municipal
Après en avoir délibéré,
à l'**UNANIMITÉ** 29 voix **POUR**

ARTICLE 1 : Prend acte du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif et du rapport d'activité du délégataire de l'année 2025.

ARTICLE 2 : Décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr

ARTICLE 3 : Décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

ARTICLE 4 : Dit que le rapport et l'avis du conseil municipal seront mis à la disposition du public à l'hôtel de Ville pour une durée d'un mois.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

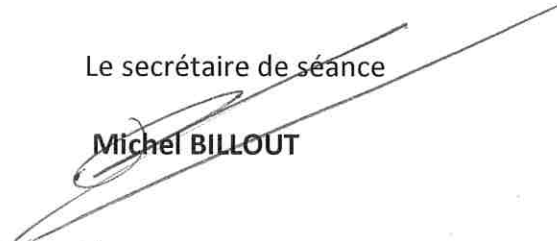
La Maire

Clotilde LAGOUTTE



Le secrétaire de séance

Michel BILLOUT



Certifié exécutoire compte-tenu de
la télétransmission en Sous-Préfecture
le
Et de la transmission ou notification et de la
publication le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut être opposé au Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois, à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
077-21703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de réception préfecture : 09/07/2026



ELEMENTS POUR LE RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE 2025 NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



SOMMAIRE

1.	Données du contrat.....	4
2.	Chiffres clés du service	5
3.	Principaux indicateurs réglementaires issus du référentiel sispea	6
4.	Autres chiffres clés de l'année 2025	10
5.	Le prix du service public de l'assainissement	11
6.	L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]	12
7.	Annexe : bilan par usine	13

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

1. Données du contrat

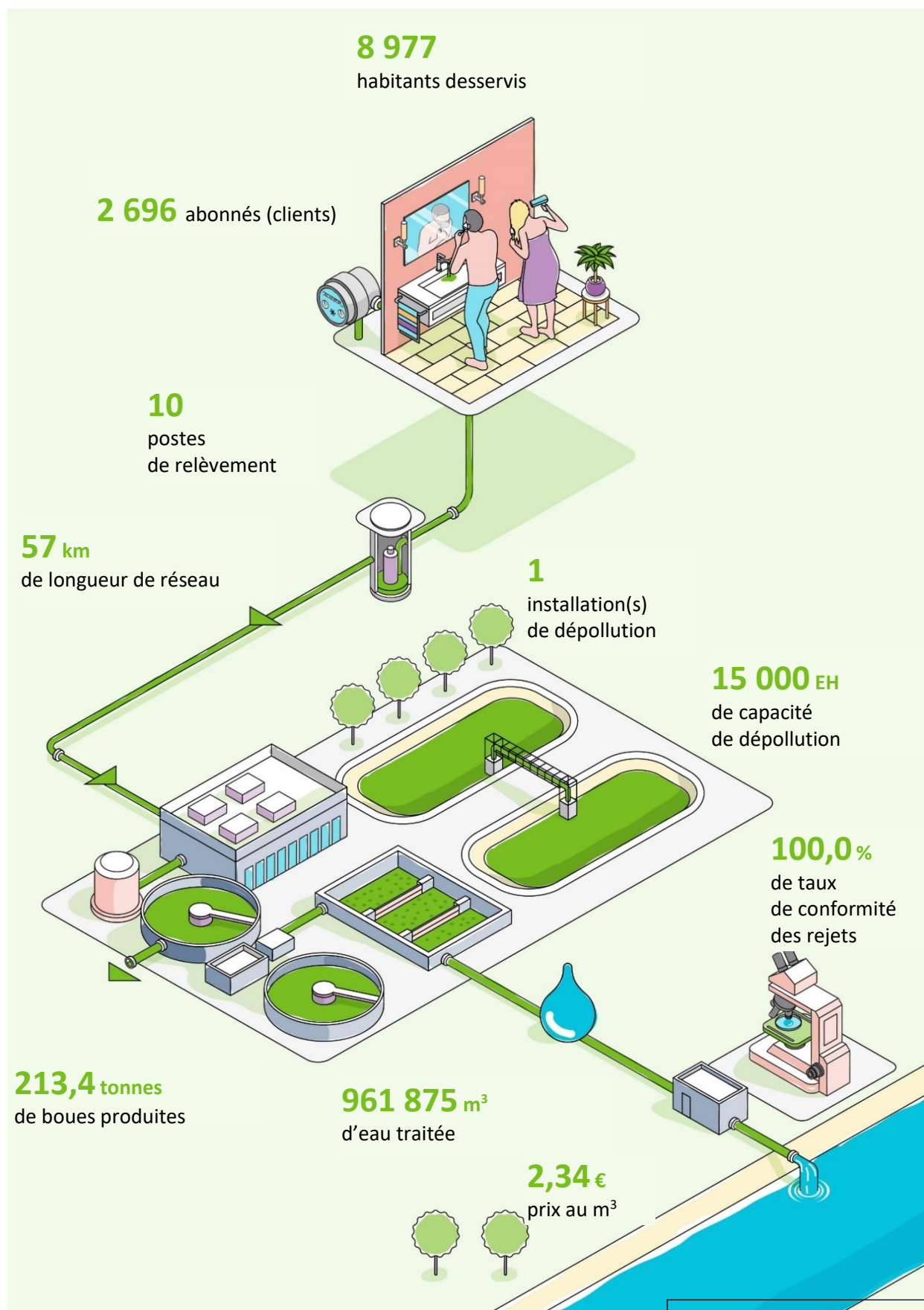
- Déléataire	Société des Eaux de Melun
- Périmètre du service	NANGIS
- Numéro du contrat	S811A
- Nature du contrat	Concession
- Date de début du contrat	01/01/2020
- Date de fin du contrat	31/12/2027

AVENANTS AU CONTRAT

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	28/12/2024	Avenant n°1 : modification des conditions financières du contrat pour tenir compte de la non construction de la ZAC de la Grande Plaine

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

2. Chiffres clés du service



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

3. Principaux indicateurs réglementaires issus du référentiel sispea

	2021	2022	2023	2024	2025
D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (u)	8 860	8 953	8 990	8 988	8 977
D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels (u)	3	3	3	3	3
D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (t)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
D204.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³ (€/m ³)	1,73	1,82	1,87	1,93	2,34
P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (%)					
P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (ND)	94	104	105	105	105
P203.3 - Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P204.3 - Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€)	859,96	455,72	170,64	178,95	115,00
P251.1 - Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (u/1000 hab.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P252.2 - Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (u/100 km)	15,58	15,48	15,46	15,59	15,60
P253.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (%)	90	96	92	83	79
P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (ND)	80	80	80	80	80
P256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente (%)	1,47	1,60	2,17	1,93	#ND#
P258.1 - Taux de réclamations (u./1000 ab.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Données collectivités

(**) Données Police de l'eau

Les codes mentionnés dans le tableau correspondent aux codes des indicateurs SISPEA.

#ND#: Donnée indisponible lors de l'édition du document

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	2021	2022	2023	2024	2025
Tarifs					
VP.177 - Montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (€ HT pour 120 m³)					166,95
VP.190 - Montant HT de la part fixe annuelle revenant au délégataire sur la facture au 1er janvier de l'année N+1 (€ HT/an)					-
VP.178 - Montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités (€ HT pour 120 m³)					83,94
VP.179 - Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ (€ HT pour 120 m³)					29,77
VP.191 - Montant HT de la part fixe annuelle revenant à la collectivité sur la facture au 1er janvier de l'année N+1 (€ HT/an)					-
VP.213 - Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture (%)	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
VP.218 - Voies Navigables de France (VNF) Rejets (€HTVA/m³)					-
VP.219 - Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (€HTVA/m³)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VP.347 - Agence de l'eau - redevance performance des réseaux d'assainissement (€HTVA/m³)					0,0354
Réseau					
VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte unitaires (m)	11 351	11 351	11 350	11 144	11 137
VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte séparatifs eaux usées (hors branchements) (m)	20 749	20 955	20 998	20 926	20 926
VP.077 - Linéaire de réseau hors branchements (m) (Assainissement)	32 100	32 306	32 348	32 070	32 063
VP.046 - Nombre de points noirs (u)	5	5	5	5	5
VP.141 - Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur) (m)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
ICGPR - Plan des réseaux					
VP.250 - Existence d'un plan des réseaux (ND)	10	10	10	10	10
VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux (ND)	5	5	5	5	5
ICGPR - Inventaire des réseaux					
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux (ND)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres. (%)	50,00	50,00	73,58	74,62	74,62
VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée (ND)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	95,00	95,00	95,00	95,00	95,00
ICGPR - Autres éléments de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux					
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (ND)	90,00	90,00	89,50	89,44	89,48
VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes (ND)	10	10	10	10	10
VP.258 - Inventaire pompes et équipements électromécaniques (ND)	10	10	10	10	10
VP.259 - Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux (ND)	0	10	10	10	10
VP.260 - Localisation des autres interventions (ND)	10	10	10	10	10
VP.261 - Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau (ND)	0	0	0	0	0
VP.262 - Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (ND)	10	10	10	10	10
ICGPR - Collecte					
VP.158 - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (ND)	20	20	20	20	20

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	2021	2022	2023	2024	2025
VP.159 - Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (ND)	10	10	10	10	10
VP.160 - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu (ND)	20	20	20	20	20
VP.161 - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 (ND)	30	30	30	30	30
VP.162 - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration (ND)	0	0	0	0	0
VP.163 - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur (ND)	0	0	0	0	0
VP.164 - Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur (ND)	0	0	0	0	0
VP.165 - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage (ND)	0	0	0	0	0

	2021	2022	2023	2024	2025
Boues					
VP.208 - Tonnage total des boues évacuées (t)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
VP.209 - Tonnage total des boues admises par une filière conforme (t)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
Epuration					
VP.176 - Charge entrante en DBO5 (kg/j)	351	324	429	644	396
VP.210 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes (u)	22	23	66	20	19
VP.211 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire (u)	24	24	72	24	24
Abonnés					
VP.056 - Nombre d'abonnés (u)	2 669	2 666	2 674	2 682	2 696
Gestion Financière					
VP.119 - Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (€)	859,96	455,72	170,64	178,95	115,00
VP.068 - Volume facturé (m³)	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229
VP.182 - Encours total de la dette	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.183 - Epargne brute annuelle	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.185 - Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) (€)	832 811	843 454	843 371	850 515	#ND#
VP.268 - Montant des impayés au 31/12/N des factures émises au titre de l'année N-1 (€)	12 235	13 469	18 304	16 404	#ND#
DC.195 - Montant financier des travaux engagés (€)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Données collectivités

Les codes mentionnés dans le tableau correspondent aux codes des indicateurs SISPEA.

#ND#: Donnée indisponible lors de l'édition du document

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	VP.210 Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes (U)	VP.211 Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire (U)	P.254.3 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (%)	VP.176 Charge entrante en DBO5 (Kg/j)
Station d'Epuration de Nangis	19	24	79	396

Accusé de réception en préfecture
 077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
 Date de télétransmission : 09/07/2026
 Date de réception préfecture : 09/07/2026

4. Autres chiffres clés de l'année 2025

La performance et l'efficacité opérationnelle	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	0,0 %	100,0 %
La gestion du patrimoine	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	2 316	2 320
Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	33	34
Nombre de branchements neufs	Délégataire	4	5
Nombre de postes de relèvement	Délégataire	10	10
Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1	1
Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	15 000 EH	15 000 EH
La collecte des eaux usées	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	21	26
Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	7 355 ml	7 172 ml
La dépollution	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Volume arrivant (collecté)	Délégataire	1 686 251 m3	1 246 210 m3
Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	10 726 EH	6 597 EH
Volume traité	Délégataire	1 359 493 m3	961 875 m3
L'évacuation des sous-produits	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	0,3 t	0,1 t
Masse de sables évacués	Délégataire	- t	0,2 t
Volume de graisses évacuées	Délégataire	- m ³	- m ³
Les consommateurs et leur consommation	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Nombre de communes desservies	Délégataire	1	1
La satisfaction des consommateurs et l'accès à l'eau	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	78 %	77 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui	Oui
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Non	Non
Les certificats	Producteur	Valeur 2024	Valeur 2025
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5. Le prix du service public de l'assainissement

NANGIS Prix du service de l'assainissement collectif *	Volume	Prix Au 01/01/2026	Montant Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2026	N/N-1
Part délégataire				166,95	
Consommation	120	1,3913		166,95	
Part collectivité				83,94	
Consommation	120	0,6995		83,94	
Organismes publics				4,25	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0354		4,25	
Total € HT				255,14	
TVA				25,52	
Total TTC				280,66	
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			1,93	2,34	21,24%

(*) Données limitées aux prestations du contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

6. L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2021	2022	2023	2024	2025
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	94	104	105	105	105

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau			Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)			
VP250	Existence d'un plan des réseaux		10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux		5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)				
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques			Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.			74,62 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres			Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)		15	12
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations		15	15
Total Parties A et B			45	42
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)				
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations		15	13
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes		10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques		10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux		10	10
VP260	Localisation des autres interventions		10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau		10	0
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations		10	10
Total:			120	105

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

7. Annexe : bilan par usine

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
Station d'Epuration de Nangis	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur **[P254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2021	2022	2023	2024	2025
Performance globale du service (%)	90	96	92	83	79
Station d'Epuration de Nangis	90	96	92	83	79

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes**
[P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
Station d'Epuration de Nangis	100	100	100	100	100



Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026



RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

2025

NANGIS

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026





Veolia – Rapport annuel du délégataire 2025

Madame le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2025. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service et l'engagement de notre Groupe au service de votre projet de territoire.

L'année 2025 a mis au premier plan les enjeux de l'eau et de l'assainissement, tant sur la quantité que sur la qualité. Le dérèglement climatique s'impose désormais comme une réalité quotidienne : sécheresses prolongées, épisodes pluvieux intenses et leurs conséquences sur la qualité de la ressource ont un impact fort sur les services d'eau et d'assainissement.

Le sujet de la qualité de l'eau est tout particulièrement devenu central, et est regardé avec une attention croissante par les usagers. Maintenir la confiance dans la qualité de l'eau est un enjeu majeur auquel nous répondons à travers une surveillance étroite via des analyses renforcées, la transparence par l'information aux usagers en cas de dépassement d'une limite de qualité, et la mobilisation des solutions adaptées pour assurer un retour à la conformité, en étroite collaboration avec vos services.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont à vos côtés pour assurer la conformité de nos systèmes d'assainissement, et agir proactivement pour minimiser les impacts sur l'environnement et la biodiversité. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément au cadre ambitieux défini dans la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines (DERU2).

Le paysage réglementaire a évolué également avec la mise en place en 2025 des nouvelles redevances Agences de l'eau. Dès 2026, le calcul de celles-ci se fera sur la base de coefficients de performance, reflétant la performance des systèmes d'eau et d'assainissement. Nos équipes sont engagées à vos côtés pour atteindre les niveaux de performance attendus, en mobilisant notre expertise technique et notre capacité d'innovation.

Au regard de l'urgence climatique, des besoins d'adaptation du service et pour le développement de votre territoire, nous souhaitons plus que jamais construire avec vous l'avenir de l'eau. L'adaptation des services d'eau et d'assainissement à tous ces défis passera par des solutions concrètes adaptées aux enjeux de votre territoire : développement de la réutilisation des eaux usées traitées, autonomie dans la production électrique via la valorisation énergétique des boues d'épuration ou la récupération de chaleur sur les eaux usées. Ces projets construisent dès aujourd'hui la résilience des territoires de demain.

Notre rapport 2025 illustre l'engagement quotidien de nos collaborateurs, pour viser l'excellence opérationnelle en ligne avec les engagements pris dans notre contrat, assurer la sécurité de tous et votre satisfaction ainsi que celle des abonnés. L'eau est notre bien commun le plus précieux. Face aux défis climatiques, sanitaires et réglementaires, nous sommes convaincus que c'est ensemble, que nous saurons construire l'avenir de l'eau sur votre territoire.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DU CONTRAT ET DU SERVICE.....	5
1.1.	Un dispositif à votre service	6
1.2.	Données du contrat.....	7
1.3.	Chiffres clés du service	8
1.4.	Principaux indicateurs réglementaires issus du référentiel sispea	9
2.	L'ESSENTIEL DE VOTRE SERVICE.....	13
2.1.	Faits marquants du contrat en 2025	14
2.2.	Évolutions réglementaires de 2025 et à venir.....	14
3.	BILAN ET PERSPECTIVES DU SERVICE	17
3.1.	Bilan conformité et performance des installations.....	18
3.2.	Bilan énergie.....	22
3.3.	Sujets à engager pendant le contrat et propositions d'améliorations.....	23
3.4.	A l'écoute des consommateurs	26
4.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	29
4.1.	Compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation.....	30
4.2.	Situation des biens	33
4.3.	investissements et renouvellement	34
5.	DONNEES DETAILLEES.....	36
5.1.	Collecte.....	37
5.2.	Contrôle de conformité	39
5.3.	Traitement.....	40
5.4.	Bilan d'exploitation et de conformité	41
5.5.	Energie et réactifs.....	52
5.6.	Inventaire des installations	54
5.7.	Gestion des installations.....	55
5.8.	Réseaux.....	56
5.9.	Gestion des réseaux	59
5.10.	Consommateurs de votre service et leur satisfaction.....	63
6.	ANNEXES	65
6.1.	Liste des interventions	66
6.2.	Engagements à incidence financière.....	70
6.3.	Annexes financières.....	73
6.4.	Détail des textes réglementaires.....	83
6.5.	Assurances	91
6.6.	Certificats ISO	92
6.7.	Glossaire	95

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

1. PRESENTATION DU CONTRAT ET DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



1.1. UN DISPOSITIF A VOTRE SERVICE

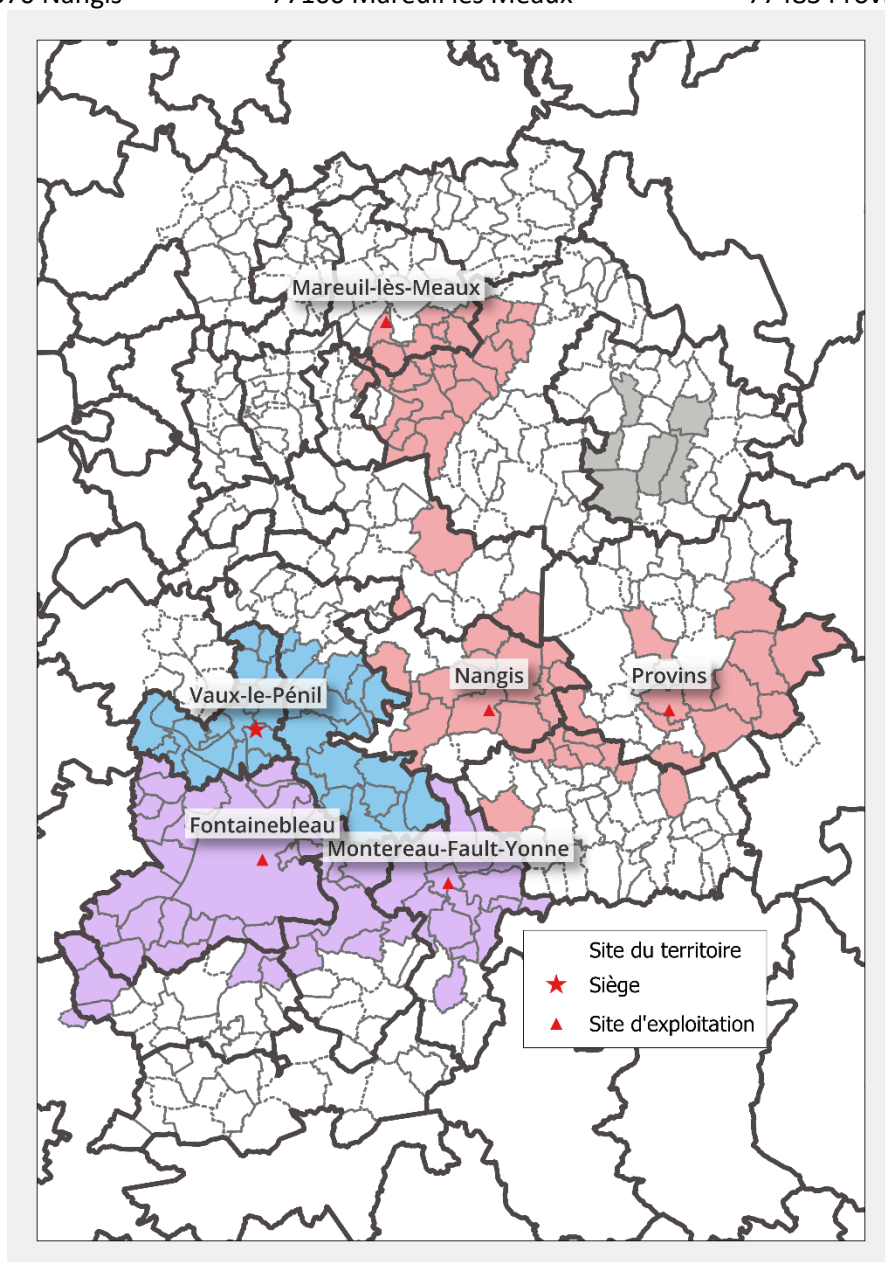
VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Veolia Eau, Région Ile de France, Territoire Seine et Marne

Site de Nangis
Rue des Aubépines
77370 Nangis

Site de Meaux
220 Chemin des Fortes Terres
77100 Mareuil les Meaux

Site de Provins
ZAC des 2 Rivières – BP 76
77483 Provins



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

1.2. DONNEES DU CONTRAT

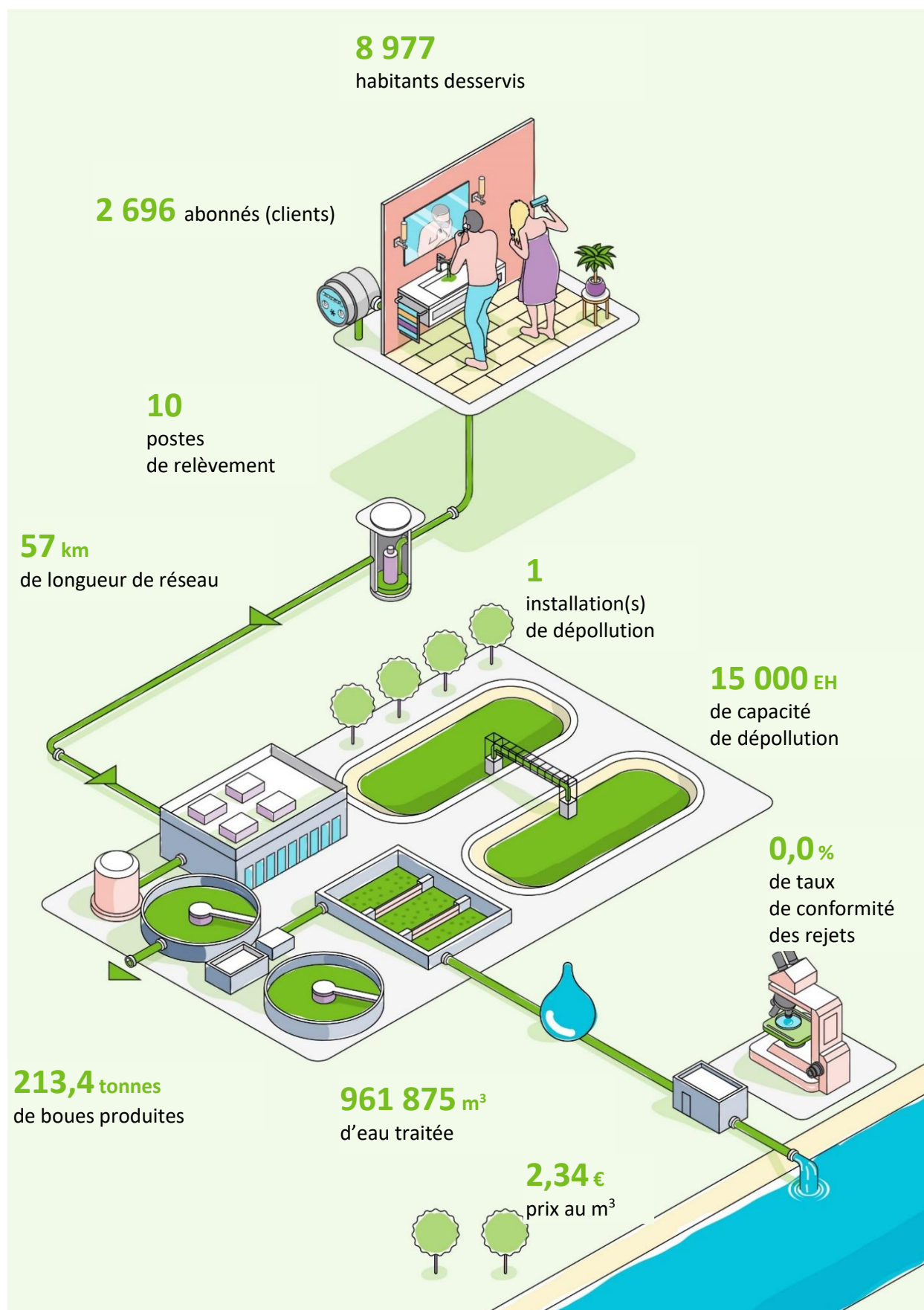
- Déléataire Société des Eaux de Melun
- Périmètre du service NANGIS
- Numéro du contrat S811A
- Nature du contrat Concession
- Date de début du contrat 01/01/2020
- Date de fin du contrat 31/12/2027

AVENANTS AU CONTRAT

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	28/12/2024	Avenant n°1 : modification des conditions financières du contrat pour tenir compte de la non construction de la ZAC de la Grande Plaine

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

1.3. CHIFFRES CLES DU SERVICE



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

1.4. PRINCIPAUX INDICATEURS REGLEMENTAIRES ISSUS DU REFERENTIEL SISPEA

	2021	2022	2023	2024	2025
D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (u) (*)	8 860	8 953	8 990	8 988	8 977
D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels (u) (*)	3	3	3	3	3
D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (t)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
D204.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³ (€/m ³)	1,73	1,82	1,87	1,93	2,34
P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (%) (*)	-	-	-	-	-
P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (ND)	94	104	105	105	105
P203.3 - Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P204.3 - Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€) (*)	859,96	455,72	170,64	178,95	115,00
P251.1 - Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (u/1000 hab.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P252.2 - Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (u/100 km)	15,58	15,48	15,46	15,59	15,60
P253.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (%) (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (%)	90	96	92	83	79
P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (ND) (*)	80	80	80	80	80
P256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité (*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente (%)	1,47	1,60	2,17	1,93	2,95
P258.1 - Taux de réclamations (u./1000 ab.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Données collectivités

(**) Données Police de l'eau

Les codes mentionnés dans le tableau correspondent aux codes des indicateurs SISPEA.

#ND#: Donnée non disponible lors de l'édition du document

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	2021	2022	2023	2024	2025
Tarifs					
VP.177 - Montant HT de la facture 120m ³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (€ HT pour 120 m ³)					166,95
VP.190 - Montant HT de la part fixe annuelle revenant au délégataire sur la facture au 1er janvier de l'année N+1 (€ HT/an)					-
VP.178 - Montant HT de la facture 120m ³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités (€ HT pour 120 m ³)					83,94
VP.179 - Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m ³ (€ HT pour 120 m ³)					29,77
VP.191 - Montant HT de la part fixe annuelle revenant à la collectivité sur la facture au 1er janvier de l'année N+1 (€ HT/an)					-
VP.213 - Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture (%)	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
VP.218 - Voies Navigables de France (VNF) Rejets (€HTVA/m ³)					-
VP.219 - Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (€HTVA/m ³)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VP.347 - Agence de l'eau - redevance performance des réseaux d'assainissement (€HTVA/m ³)					0,0354
Réseau					
VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte unitaires (km)	11,35	11,35	11,35	11,14	11,14
VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte séparatifs eaux usées (hors branchements) (km)	20,75	20,96	21,00	20,93	20,93
VP.077 - Linéaire de réseau hors branchements (km) (Assainissement)	32,10	32,31	32,35	32,07	32,06
VP.046 - Nombre de points noirs (u)	5	5	5	5	5
VP.141 - Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur) (km) (*)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ICGPR - Plan des réseaux					
VP.250 - Existence d'un plan des réseaux (ND)	10	10	10	10	10
VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux (ND)	5	5	5	5	5
ICGPR - Inventaire des réseaux					
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux (ND)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres. (%)	50,00	50,00	73,58	74,62	74,62
VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée (ND)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	95,00	95,00	95,00	95,00	95,00
ICGPR - Autres éléments de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux					
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (ND)	90,00	90,00	89,50	89,44	89,48
VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes (ND)	10	10	10	10	10
VP.258 - Inventaire pompes et équipements électromécaniques (ND)	10	10	10	10	10
VP.259 - Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux (ND)	0	10	10	10	10
VP.260 - Localisation des autres interventions (ND)	10	10	10	10	10
VP.261 - Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau (ND)	0	0	0	0	0
VP.262 - Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (ND)	10	10	10	10	10

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	2021	2022	2023	2024	2025
ICGPR - Collecte					
VP.158 - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (ND)	20	20	20	20	20
VP.159 - Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (ND)	10	10	10	10	10
VP.160 - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu (ND)	20	20	20	20	20
VP.161 - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 (ND)	30	30	30	30	30
VP.162 - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration (ND)	0	0	0	0	0
VP.163 - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur (ND)	0	0	0	0	0
VP.164 - Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur (ND)	0	0	0	0	0
VP.165 - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage (ND)	0	0	0	0	0

	2021	2022	2023	2024	2025
Boues					
VP.208 - Tonnage total des boues évacuées (tMS)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
VP.209 - Tonnage total des boues admises par une filière conforme (t)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4
Epuration					
VP.176 - Charge entrante en DBO5 (kg/j)	351	324	429	644	396
VP.210 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes (u)	22	23	66	20	19
VP.211 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire (u)	24	24	72	24	24
Abonnés					
VP.056 - Nombre d'abonnés (u)	2 669	2 666	2 674	2 682	2 696
VP.003 - Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	0	0	0	0	0
Gestion Financière					
VP.119 - Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (€) (*)	859,96	455,72	170,64	178,95	115,00
VP.068 - Volume facturé (m³)	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229
VP.182 - Encours total de la dette	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.183 - Epargne brute annuelle	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.185 - Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N (€)	832 811	843 454	843 371	850 515	782 606
VP.268 - Montant des impayés au 31/12/N des factures émises au titre de l'année N-1 (€)	12 235	13 469	18 304	16 404	23 050
DC.195 - Montant financier des travaux engagés (€)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Données collectivités

Les codes mentionnés dans le tableau correspondent aux codes des indicateurs SISPEA.

#ND#: Donnée non disponible lors de l'édition du document

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	VP.210 Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes (U)	VP.211 Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire (U)	P.254.3 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (%)	VP.176 Charge entrante en DBO5 (Kg/j)
Station d'Epuration de Nangis	19	24	79	396

#ND#: Donnée non disponible lors de l'édition du document

2. L'ESSENTIEL DE VOTRE SERVICE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



2.1. FAITS MARQUANTS DU CONTRAT EN 2025

Renouvellement du dégrilleur fin	Dépose et pose du nouvel équipement
Réalisation du diagnostic permanent	Obligation réglementaire satisfaite

2.2. ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES DE 2025 ET A VENIR

L'année 2025 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, ainsi que par des échéances clés pour l'avenir des services d'assainissement à court et moyen termes.

Ces évolutions législatives et les échéances à venir nécessitent une attention particulière pour assurer la pérennité et l'adaptation des services d'eau, plus particulièrement les enjeux relatifs à la qualité de l'eau usée traitée.

Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

DES ECHEANCES STRUCTURANTES POUR LES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

- Réforme anti-endommagements sur les réseaux non-sensibles et cartographie des réseaux
- Nouvelles modalités de réalisation de repérage de l'amiante avant travaux
- Entrée en vigueur de la réforme des redevances des agences de l'eau
- Transposition de deux directives européennes en droit français sur la résilience des services d'eau et la cybersécurité
- Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT)

COMMANDE PUBLIQUE

- Nouveaux seuils européens applicables au 1er janvier 2026
- Nouveaux seuils pour le Code de la Commande Publique (CCP) effectifs en 2026.
- Simplification du code de la commande publique

Le détail des évolutions réglementaires est disponible en annexe. Nous développons ci-après les enjeux relatifs à la surveillance des PFAS dans les eaux usées et la révision de la Directive Européenne Eaux Résiduaires Urbaines (DERU 2).

SURVEILLANCES DES PFAS DANS LES EAUX USEES

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2025 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

En avril 2024, le gouvernement avait publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues à l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023).

Ainsi, l'arrêté du 3 septembre 2025 (JO du 7/09/25) est venu préciser les modalités de réalisation des campagnes d'analyse de substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) dans les eaux en entrée et sortie de station de traitement des eaux usées urbaines de plus de 10.000 E.H.

L'arrêté prévoit une campagne de surveillance comportant trois mesures (prélèvement et analyse) en entrée et trois en sortie à réaliser en 2026 dans des conditions représentatives du fonctionnement normal de chaque station. Toutefois, quand ces dernières présentent des pics de charge annuels associés à des activités significatives, une des trois mesures est effectuée pendant cette période. Les substances à rechercher sont les 20 PFAS de la liste de la directive Eau potable et deux substances d'intérêt, le 6:2 FTSA et 6:2 FTAB, qui sont notamment liés aux mousses anti-incendie.

Les stations qui recueillent les rejets d'ICPE pour lesquels des PFAS ont déjà été quantifiés devront également rechercher les substances retrouvées dans les effluents de ces ICPE. Dans cette optique, les ICPE raccordées à la station concernée, ainsi que les substances visées, devaient être préalablement listées et transmises à la police de l'eau d'ici au 8 décembre 2025.

Cette surveillance des effluents est susceptible d'être complétée en 2026 par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des PFAS dans les boues issues des stations d'épuration urbaines, dans la continuité de la publication, désormais prochaine, du cadre réglementaire nommé "socle commun" prévu par la loi "AGEC" du 10 février 2020. Ce "socle commun" encadrera les conditions de retour au sol des différents engrais, fertilisants, amendements et produits résiduels organiques recyclés en agriculture, dont les boues d'épuration urbaines.

NOUVELLE DIRECTIVE EAUX RESIDUAIRES URBAINES (DERU2)

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations de plus de 150 000 EH et celles de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur de substances pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH.

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

DISPOSITIF ARENH

A compter du 1er janvier 2026, le dispositif ARENH (Accès Régulé à l'Énergie Nucléaire Historique), qui permettait aux entreprises industrielles de s'approvisionner à un tarif préférentiel adossé au parc nucléaire historique français, a été supprimé.

L'INSEE signale que, du fait que la Loi de Finances 2026 n'a été publiée que le 20 février 2026, les indices "électricité" qu'elle a publiés et qui servent de base contractuelle à l'établissement des prix de nombreux contrats de délégation d'eau et d'assainissement, ne reflètent pas complètement cette réalité.

Conscients de cette situation, les services de l'INSEE ont donc produit une note d'analyse spécifique le 10 avril 2026 qui préconise un ajustement de cet indice à partir du 1er janvier 2026 pour les contrats d'eau et d'assainissement.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

3. BILAN ET PERSPECTIVES DU SERVICE

Ce chapitre vous présente une synthèse du bilan de l'activité de l'année 2025 et des perspectives de votre contrat.

L'ensemble des données chiffrées et factuelles pour évaluer la qualité et la performance du service rendu sont disponibles en partie 5 – Données détaillées.

3.1. BILAN CONFORMITE ET PERFORMANCE DES INSTALLATIONS

Dans le contexte de la réforme des redevances des agences de l'eau, qui instaure une redevance pour performance des systèmes d'assainissement, la conformité et la performance de vos installations sont présentées selon les trois thèmes évalués pour déterminer le coefficient de modulation globale du système d'assainissement : l'autosurveillance, la conformité réglementaire, et l'efficacité du système.

Il s'agit là de vous apporter de la visibilité sur les indicateurs réglementaires susceptibles d'impacter la redevance. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que certains indicateurs nécessaires au calcul du coefficient de modulation sont estimés ou non disponibles. De la même manière, les seuils retenus sont susceptibles d'être modifiés. Il s'agit donc d'une estimation partielle que nous vous apportons.

Les critères de mesure de la performance par thème sont décrits ci-après.

AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance du système de collecte : conformité du manuel d'autosurveillance et proportion de données validées par l'Agence de l'Eau	Indicateur relatif à la présence d'équipements d'autosurveillance	Coefficient fixe
	Indicateur relatif à la réalisation des bilans d'autosurveillance et à la transmission des données d'autosurveillance	
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance de la station : conformité du manuel d'autosurveillance	Indicateur relatif à la transmission d'un rapport d'autosurveillance , selon prescriptions ministérielles	

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

CONFORMITE REGLEMENTAIRE

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance de la station validé par le Service de la Police des Eaux	Conformité globale du système d'assainissement validée par le Service de la Police des Eaux
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps sec validé par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps de pluie : en fonction du niveau de validation, total ou partiel, par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la limitation des rejets par temps de pluie	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de conformité du système :

- [P203.3] - Conformité de la collecte des effluents
- [P204.3] - Conformité des équipements d'épuration
- [P254.3] - Conformité des performances des équipements d'épuration

Analyse sur le fonctionnement du système de collecte d'une part et sur son dispositif d'autosurveillance d'autre part :

Le réseau de collecte est à forte majorité unitaire ce qui entraîne un afflux important d'eau en tête de station d'épuration lors des épisodes pluvieux. Les eaux les plus chargées sont stockées au niveau du bassin d'orage, donc les eaux by passées sont plus faiblement chargées.

Une vérification des branchements particuliers aux réseaux de collectes (EP et EU) est en cours. Elle a déjà permis d'identifier des inversions de branchements qui sont en cours de correction.

Un important travail de curage systématique des points noirs est effectué deux fois par an en plus du plan de curage annuel.

Dans le cadre du SDA, 10 km d'ITV et 10 km de tests à la fumée sont réalisés sur l'ensemble de la commune. Le SDA a débuté en juin 2017. Il a mis en évidence des tronçons endommagés et environ 4500 m2 de surfaces actives mal raccordées. Un programme de travaux a été préconisé.

En raison du projet de Nangis Grande Plaine, le SDA a été mis en "pause" en février 2019 le temps que le lotisseur fournisse les données nécessaires pour le modèle hydraulique du système d'assainissement qui est prévu dans le SDA. Le modèle hydraulique a été finalisé à l'été 2020.

L'analyse de risque et de défaillance du système de traitement doit être complétée d'ici la fin 2021 par celle du système de collecte.

Il est important de rappeler que le diagnostic permanent devra être initié en 2021. Dans le cadre du contrat d'affermage, VEOLIA EAU a réalisé la mise en place de sondes de mesure sur le réseau. Cependant avec la crise sanitaire ce chantier qui devait avoir lieu en 2020 a été reporté début 2021. Dans la continuité du SDA, l'analyse des mesures de ces sondes a permis de mettre en évidence l'influence de la pluviométrie sur des réseaux EU séparatifs et notamment dans le quartier du Lycée.

Une étude capacitaire de la station d'épuration a été menée par Nangis et a conclu à la construction d'un bassin d'orage supplémentaire afin de pouvoir limiter les déversements au point A2.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Analyse sur le fonctionnement du système de traitement :

Pluviométrie (mm/an) et Volumes annuels (m3/an)	2023	2024	2025	Variation Années N/N-1 (%)
Pluviométrie	848,1	927,1	554,9	-40%
Entrée A3	1 162 477	1 424 579	1 029 651	-28%
Sortie A4	1 128 441	1 359 493	961 875	-29%
Déversoir en tête de station A2	207 604	261 672	216 813	-17%
By-pass A5				

Nous observons une baisse de 28% des volumes entrants en cohérence avec la diminution de 40% de la pluviométrie en 2025.

Pour autant, les déversements en tête de station sont encore importants car ces derniers représentent 17% des volumes collectés.

Tous les déversements en tête de station sont consécutifs à des événements pluvieux, exceptés les événements du 10 au 11/11/25, représentant 5 862m3, survenus en raison d'un dysfonctionnement des régulateurs de niveau qui pilotent le fonctionnement des pompes du PR.

La construction d'un 2ème bassin d'orage sur la station d'épuration, dont le volume devrait passer de 1 450 m3 à 1800 m3 (pour avoir une marge de sécurité par rapport à l'autre scénario de travaux non retenu qui prévoyait 2150 m3). Cela amènerait à une capacité hydraulique de 6 950 m3/j pour réduire les volumes déversés en tête de station.

EFFICACITE DU SYSTEME

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur de rendement performant de la station portant sur DBO5, DCO et MES	Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Absence de pollution constatée par l'Office Français de la Biodiversité ou le Service de Police des Eaux
Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Indicateur relatif à la production / évacuation des boues en fonction du procédé de traitement	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de performance du système :

- [D203.0] - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration
- [P206.3] - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes
- Taux de rendement des stations
- Qualité de traitement des boues

Tous les bilans d'autosurveillance sont pris en compte dans le jugement de conformité de la station en 2025.

On note :

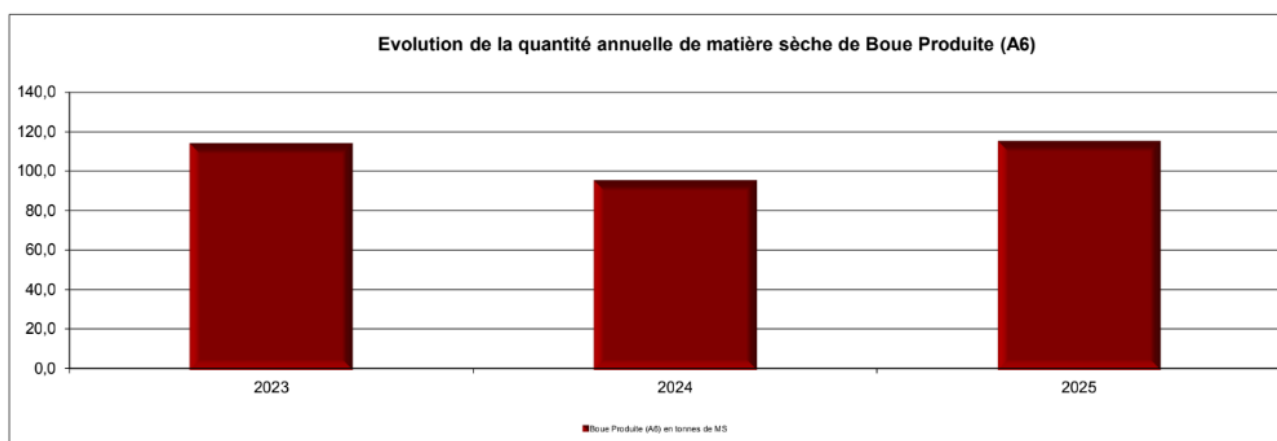
- un dépassement de la norme pour le paramètre NTK le 08/01/25 en raison d'un fonctionnement dégradé de l'aération
- un dépassement de la norme pour les paramètres MES, DCO et DBO5 le 02/02/25 en raison d'un fonctionnement dégradé de l'aération
- un dépassement de la norme pour les paramètres MES, DCO et DBO5 le 11/05/25 en raison du DTS survenu lors du bilan en raison de la forte pluviométrie

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

- un dépassement de la norme pour les paramètres MES, DCO et DBO5 le 25/06/25 en raison du DTS survenu lors du bilan en raison de la forte pluviométrie
- un dépassement de la norme pour le paramètre NTK le 02/07/25 en raison du fonctionnement dégradé de l'aération suite à une panne automate - le suivi analytique hebdomadaire interne de la station ne montrait aucune dérive

Le nombre de non-conformité pour le paramètre NTK étant dépassé, la station peut être jugée non-conforme pour l'année 2025.

	2023	2024	2025
Boue Produite (A6) en tonnes de MS	113,6	95,0	114,8



La production de boues est en hausse de 21% par rapport à l'année 2024 mais reste en deçà de la production de boues attendues.

L'année 2025 a été marquée par une augmentation du nombre de pressées (+30% par rapport à 2024). Ce résultat fait suite à la mise en place de plusieurs actions :

- La mise en place d'un inventaire des défaillances afin d'identifier et d'éliminer les défauts les plus récurrents.
- Le remplacement de l'agitateur de la cuve de boues épaissies et la modification de son système d'arrimage.
- La constitution d'un stock de plateaux de secours.
- Le débâtissage du filtre occasionne systématiquement un décentrage des plateaux. En collaboration avec le constructeur, des skis de centrage ont été montés sur la machine afin d'éliminer ce problème.
- Les électrovannes du circuit de lavage ont été remplacées par des modèles plus résistants.
- Un standard de réalisation de pressées a par ailleurs été rédigé pour réduire la variabilité des résultats obtenus selon les techniciens.

L'écart entre les boues produites et les boues évacuées est satisfaisant.

Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vos services les solutions d'amélioration de vos systèmes d'assainissement permettant de vous assurer le meilleur coefficient de modulation possible.

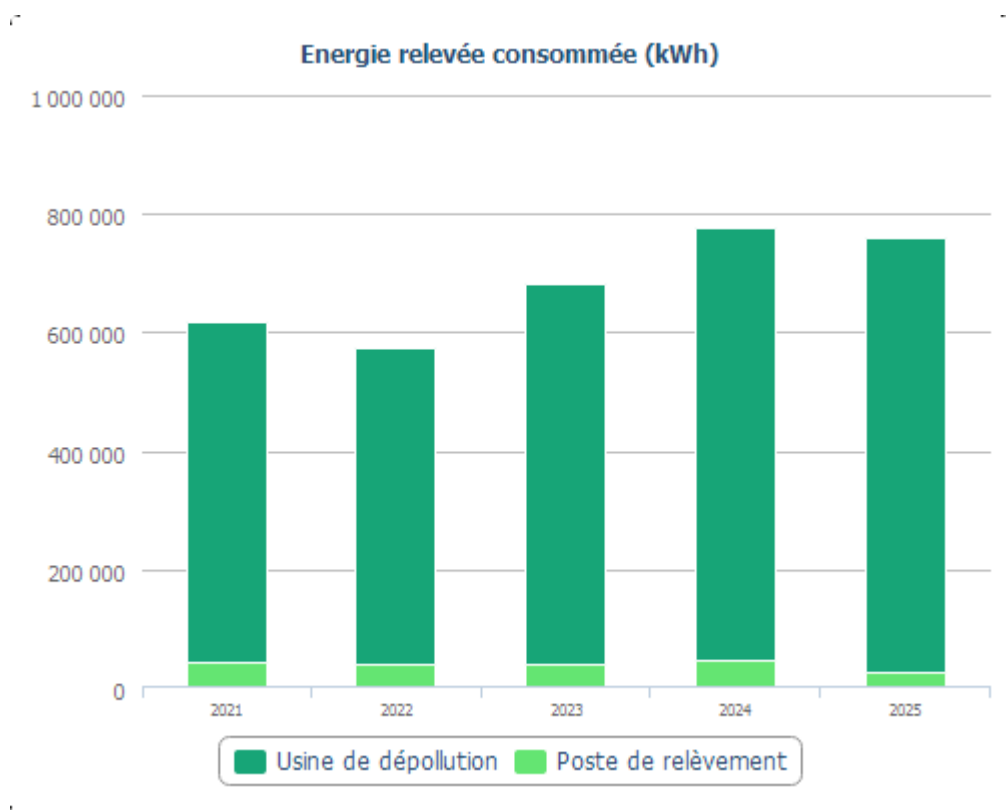
Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

3.2. BILAN ENERGIE

CONSOMMATION D'ENERGIE A L'ECHELLE DU SERVICE

Le détail des consommations par installation est disponible dans les données détaillées.

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	616 795	573 674	680 871	775 553	756 842	-2,4%
Usine de dépollution	575 939	533 670	641 481	731 584	732 401	0,1%
Postes de relèvement et refoulement	40 856	40 004	39 390	43 969	24 441	-44,4%



3.3. SUJETS A ENGAGER PENDANT LE CONTRAT ET PROPOSITIONS D'AMELIORATIONS

3.3.1. PROPOSITIONS ET AMELIORATIONS ATTENDUES

- Sécurisation des cinq postes de relevage par barreaudage anti-chute

La sécurisation des postes de relevage (PR) est une nécessité pour garantir la continuité du service et la protection du personnel. Ces installations sont cruciales pour le bon fonctionnement du réseau d'assainissement, mais elles présentent des risques :

- **Risque de chute et d'accident** pour les opérateurs lors des interventions de maintenance et d'entretien. La mise en place de barreaudages anti-chute est essentielle pour prévenir ces dangers (comme mentionné pour les cinq postes de relevage).
 - **Risque de défaillance prématurée des équipements** dû à l'intrusion d'éléments externes (eaux de pluie, débris) ou à la corrosion (comme l'étanchéité des trappes d'accès au PR Gendarmerie).
 - **Risque de blocage et de panne** des pompes par des éléments non pompables (comme l'installation d'un dégrilleur au PR de la Mare au Curé pour réduire les lingettes).
- Refonte du poste de refoulement ZI
 - Remplacement des garde-corps en résine de la station d'épuration
 - Un devis pour la réalisation du diagnostic amont réseau (RSDE) a été transmis à la collectivité en 2024.

Le diagnostic amont réseau (RSDE - Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau) est une étape cruciale pour l'amélioration continue du système d'assainissement et la protection de l'environnement. La réalisation du diagnostic amont réseau, dans le cadre de la démarche RSDE, répond à une double exigence : réglementaire et environnementale.

1. Conformité Réglementaire et Protection de l'Environnement

- **Identification des sources de pollution spécifiques** : Ce diagnostic permet de repérer les rejets non domestiques (industriels, artisanaux, commerciaux) contenant des substances dangereuses (métaux lourds, micropolluants organiques, etc.) qui peuvent avoir un impact significatif sur l'environnement et le fonctionnement de la station d'épuration.
- **Maîtrise des flux** : En identifiant les points d'entrée de ces substances dans le réseau, la collectivité peut mettre en place des actions ciblées (mise en conformité des raccordements, installation de prétraitements à la source, convention de rejet, etc.) pour réduire ou éliminer ces apports. Cela contribue directement à l'atteinte des objectifs de qualité des eaux fixés par les directives européennes et nationales (comme la Directive Cadre sur l'Eau).

2. Optimisation du Système d'Assainissement

- **Protection des infrastructures** : Certaines substances dangereuses peuvent être corrosives ou toxiques, affectant la durabilité des réseaux et des équipements de la station d'épuration (pompes, membranes, capteurs). La réduction de ces apports prolonge la durée de vie des installations.
- **Amélioration de la performance épuratoire** : Les micropolluants peuvent perturber le processus

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

biologique de la station d'épuration, en particulier le traitement des boues. Un diagnostic RSDE permet de sécuriser le processus d'épuration et d'assurer une meilleure qualité des rejets finaux.

- **Valorisation des boues** : La présence de substances dangereuses (notamment les métaux lourds) peut rendre les boues d'épuration impropres à l'épandage agricole ou à d'autres formes de valorisation. En maîtrisant les rejets amont, le diagnostic RSDE contribue à améliorer la qualité des boues et à faciliter leur valorisation, un enjeu économique et environnemental majeur.

En somme, le diagnostic amont RSDE est un investissement stratégique permettant de garantir une gestion pérenne et performante du service d'assainissement, en accord avec les impératifs de santé publique et de protection des milieux aquatiques.

- Le renouvellement de la canalisation gravitaire d'eaux usées du Mail du Buisson supprimerait le problème de racines.
- La mise en place d'un dégrilleur au PR de la Mare au Curé permettrait la réduction d'apports de lingettes dans le réseau du mail du Buisson.
- Suite au contrôle AND été réalisé sur le rejet de la Boucherie rue du Général Leclerc mettant en évidence l'absence de bac à graisse, il n'y a pas eu de travaux de mise en conformité.
- Un contrôle AND du restaurant rue du Commerce est à envisager. En attendant, un curage annuel sur l'intégralité de la rue a été mis en place
- Etancher les trappes d'accès au PR Gendarmerie permettrait la réduction d'apports d'eau dans le PR et donc de préserver les moteurs de la corrosion.
- La réhausse du point de refoulement du PR Clos du Châtel EP préserverait l'usure prématurée des pompes.
- Le remplacement du tampon d'accès rond du PR Effervettes par des trappes carrées permettrait un accès facilité et sécurisé pour l'entretien des pompes et du panier de dégrillage.

3.3.2. FOCUS SUR LA SECURITE OPERATIONNELLE

La sécurité de nos personnels, des riverains et d'éventuels visiteurs des installations est une absolue nécessité pour votre service d'eau.

Le groupe Veolia dispose d'une culture Sécurité forte, animée et organisée autour de Standards Sécurité, qui nous permettent de hiérarchiser les axes de travail.

Notre politique de prévention nous amène donc à régulièrement réévaluer le niveau de sécurité des installations que vous nous avez confiées, vérifier leur adéquation à la réglementation, et prendre en compte les retours d'expérience que nous avons sur d'autres installations. Cette politique permet de répondre à toute intervention possible de l'Inspection du Travail qui mettrait en évidence le caractère accidentogène de vos installations, et en chercherait alors la responsabilité.

La sécurisation des installations signalées non conformes suite à des audits, contrôles réglementaires ou par nos équipes d'interventions ou managers peut nécessiter des remises à niveau qui relèvent de votre responsabilité de Maître d'Ouvrage.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Par ailleurs, des évolutions réglementaires et études récentes précisent les exigences de sécurité concernant le repérage des matériaux avant travaux et font des recommandations concernant les interventions sur les matériaux contenant de l'amiante (enrobés, canalisations), avec un impact sur les coûts, notamment du curage et des réparations sur réseaux amiantés. Nous nous rapprocherons de vos services pour étudier comment prendre en compte ces impacts sur l'équilibre économique du contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

3.4. A L'ECOUTE DES CONSOMMATEURS

3.4.1. L'ANCRAGE LOCAL DE NOS CENTRES DE RELATION CLIENT

L'engagement de Veolia en faveur d'un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial, a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Veolia dispose de **8 centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire** : Liévin, Vaulx en Velin, Montpellier, Caen, Metz, La Rochelle, Toulouse, Chalon-sur-Saône.



3.4.2. LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de **NANGIS** l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

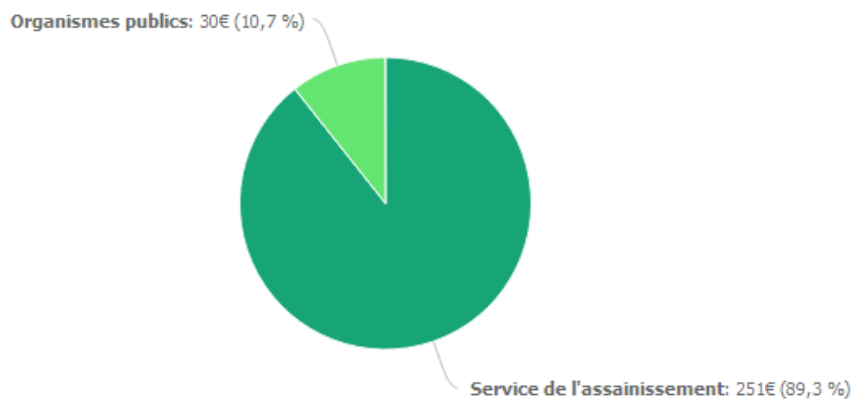
NANGIS Prix du service de l'assainissement collectif *	Volume	Prix Au 01/01/2026	Montant Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2026	N/N-1
Part délégataire				166,95	
Consommation	120	1,3913		166,95	
Part collectivité				83,94	
Consommation	120	0,6995		83,94	
Organismes publics				4,25	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0354		4,25	
Total € HT				255,14	
TVA				25,52	
Total TTC				280,66	
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			1,93	2,34	21,24%

(*) Données limitées aux prestations du contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de **NANGIS**

Facture 120m³ / Répartition du prix du service de l'Assainissement



3.4.3. VOLUMETRIE ET NATURE DES CONTACTS AVEC NOS ABONNES

CANAUx DE COMMUNICATION UTILISES PAR LES CONSOMMATEURS

Canal du contact	Nombre de demandes
Téléphone	14
Internet	0
Courrier	0
Visite en Agence	0

OBJET DES DEMANDES DES CONSOMMATEURS

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Intervention	10
Autres	0

3.4.4. SATISFACTION DES CONSOMMATEURS

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations.

Le tableau ci-dessous présente les taux de satisfaction à l'échelle nationale.

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Satisfaction globale	73	76	79	78	77	-1
La continuité de service	92	93	91	90	90	0
Le niveau de prix facturé	53	51	52	53	54	+1
La qualité du service client offert aux abonnés	71	73	72	72	71	-1
Le traitement des nouveaux abonnements	72	75	75	76	77	+1
L'information délivrée aux abonnés	72	68	68	70	69	-1

ENGAGEMENTS DE SERVICE

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Ces engagements sont détaillés sur le site internet eau.veolia.fr.

3.4.5. NOUVEAU SYSTEME DE FACTURATION

Régulièrement, nous faisons évoluer nos procédures et outils pour améliorer et renforcer l'expérience consommateurs. Nous avons modernisé notre logiciel de facturation pour simplifier les démarches des usagers et rendre nos services plus réactifs.

Les évolutions mises en place permettent par exemple :

- un choix des dates de prélèvement et de mensualisation en ligne, à tout moment par l'utilisateur ;
- une possibilité de télécharger directement des justificatifs de domicile ;
- une diminution des délais entre le relevé de compteur et la réception de la facture par le consommateur.

4. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



4.1. COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

4.1.1. LE CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et des charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

SOCIETE DES EAUX DE MELUN

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2025 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: S811A - NANGIS DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2024	2025	Ecart %
PRODUITS	811 039	984 276	21,36 %
Exploitation du service	606 382	744 933	
Collectivités et autres organismes publics	204 019	239 694	
Produits accessoires	638	- 351	
CHARGES	1 034 074	1 193 731	15,44 %
Personnel	211 596	263 692	
Energie électrique	93 056	75 062	
Produits de traitement	54 885	53 530	
Analyses	4 405	5 356	
Sous-traitance, matières et fournitures	235 715	296 117	
Impôts locaux et taxes	7 178	7 334	
Autres dépenses d'exploitation	104 580	119 568	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	3 541	4 369	
<i>engins et véhicules</i>	29 702	47 346	
<i>informatique</i>	23 320	28 364	
<i>assurances</i>	3 579	5 694	
<i>locaux</i>	49 157	50 415	
<i>autres</i>	- 4 719	- 16 619	
Contribution des services centraux et recherche	35 147	42 902	
Collectivités et autres organismes publics	204 019	239 694	
Charges relatives aux renouvellements	45 293	48 878	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	0	2 891	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	45 293	45 987	
Charges relatives aux investissements	33 680	33 767	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	33 680	33 767	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	4 521	7 833	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 223 034	- 209 456	6,09 %
RESULTAT	- 223 034	- 209 455	6,09 %

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

05/03/2026

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

4.1.2. L'ETAT DETAILLE DES PRODUITS

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :
Les données ci-dessous sont en Euros.

SOCIETE DES EAUX DE MELUN

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2025

Collectivité: S811A - NANGIS DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2024	2025	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	521 333	658 581	26,33 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	504 067	654 350	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	17 267	4 231	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	85 049	86 352	1,53 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	85 049	86 352	
Exploitation du service	606 382	744 933	22,85 %
Produits : part de la collectivité contractante	130 493	236 126	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	127 495	204 603	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	2 998	31 523	
Redevance Modernisation réseau	73 526	3 568	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	73 349	16 093	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	177	- 12 524	
Collectivités et autres organismes publics	204 019	239 694	17,49 %
Produits accessoires	638	- 351	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

05/03/26

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être déterminée sur les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Aucune donnée disponible

4.2. SITUATION DES BIENS

4.2.1. INVENTAIRE DES BIENS

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

4.2.2. SITUATION DES BIENS

La situation des biens est consultable dans la partie 5 "Données détaillées - Inventaire des installations".

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte, ...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

4.2.3. VARIATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

4.3. INVESTISSEMENTS ET RENOUVELLEMENT

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

4.3.1. PROGRAMME CONTRACTUEL D'INVESTISSEMENT

Aucune donnée disponible

4.3.2. PROGRAMME CONTRACTUEL DE RENOUVELLEMENT

Aucune donnée disponible

4.3.3. LES AUTRES DEPENSES DE RENOUVELLEMENT

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

DEPENSES RELEVANT D'UNE GARANTIE POUR LA CONTINUITE DU SERVICE

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2025
Equipements (€)	2 890,59

DEPENSES RELEVANT D'UN FONDS DE RENOUVELLEMENT

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

SOCIETE DES EAUX DE MELUN
CONTRAT S811A NANGIS ASST
COMPTE DE RENOUELEMENT
(PERIODE 01/01/2020 au 31/12/2027)

D0= 38 344,00

en euros

DATE	LIBELLES	INDICE K	Dotation	Utilisation	Solde (+ si créditeur - si débiteur)
janv-20	K	1			
janv-20	Dotation 2020		38 344,00		38 344,00
août-20	Rnvt pompe n 1 PR n 1 la mare au cure			2 198,71	36 145,29
oct-20	Rénov hydraulique PR n 2 zone industrielle			2 547,06	33 598,23
nov-20	Rnvt capteur us hauteur d eau step poste de relevement			1 533,20	32 065,03
nov-20	Rnvt mesure de niveaux eau step bassin d orage			1 217,33	30 847,70
août-20	Rnvt pompe de soutirage step traitement des graisses			1 582,06	29 265,64
juil-20	Rénov classificateur step traitement des sables			2 433,91	26 831,73
sept-20	Rénov agitateur aeration n 1 step traitement biologique			12 316,67	14 515,06
nov-20	Rénov surpresseur d air n 1 step air process			10 073,60	4 441,46
nov-20	Rénov surpresseur d air n 2 step air process			9 888,84	5 447,38
sept-20	Rénov surpresseur d air n 3 step air process			1 965,48	7 412,86
nov-20	Rénov cuve de stockage step chlorure ferrique			2 901,00	10 313,86
sept-20	Rénov motoventilateur step centrale d air			6 102,04	16 415,90
sept-20	Rnvt compresseur step stockage des boues deshydratees			6 358,56	22 774,46
janv-21	Report solde année précédente	1,019256			-22 774,46
janv-21	K				
janv-21	Dotation 2021		39 082,35		16 307,89
août-21	Rnvt pompe n 2 poste de relevement pr n 1 la mare au cure			2 187,13	14 120,76
oct-21	Rénov sofrel poste de relevement pr n 3 lycee			866,40	13 254,36
nov-21	Rnvt supervision maitre step			5 753,37	7 500,99
nov-21	Rnvt supervision cliente step			4 874,76	2 626,23
août-21	Rénov hydro ejecteur step			3 152,96	526,73
juil-21	Rénov classificateur step			2 370,01	2 896,74
sept-21	Rénov raquette d aeration n 1 step			9 279,83	12 176,57
nov-21	Rénov raquette d aeration n 2 step			9 327,18	21 503,75
nov-21	Rénov raquette d aeration n 3 step			9 327,18	30 830,93
sept-21	Rénov raquette d aeration n 4 step			8 303,88	39 134,81
nov-21	Rénov raquette d aeration n 5 step			7 604,62	46 739,43
sept-21	Rénov agitateur aeration n 1 step			4 298,17	51 037,60
sept-21	Rénov pont suceur step			17 038,87	68 076,47
sept-21	Rénov table d egoutage step			3 580,91	71 657,38
sept-21	Rénov telegestion step			682,20	72 339,58
sept-21	Rnvt pluviometre step			2 188,34	74 527,92
sept-21	Rnvt telegestion PR 1 zac des roches			2 688,18	77 216,10
janv-22	Report solde année précédente	1,069215			- 77 216,10
janv-22	K				
janv-22	Dotation 2022		40 997,98		- 36 218,12
oct-22	Rnvt pompe n 1 poste de relevement pr n 1 la mare au cure			2 200,77	38 418,89
oct-22	Rnvt hydraulique poste de relevement pr n 1 la mare au cure			15 820,09	54 238,98
oct-22	Rénov moteur n2 dip poste de relevement pr n 3 lycee			2 691,34	56 930,32
oct-22	Rnvt surpresseur a palettes step traitement des sables			3 269,42	60 199,74
nov-22	Rénov agitateur contact step traitement biologique			2 951,78	63 151,52
oct-22	Rénov agitateur aeration n 2 step traitement biologique			5 242,67	68 394,19
oct-22	Rnvt pompe de relevement n 1 step recirculation boues			2 682,01	71 076,20
oct-22	Rnvt pompe de relevement n 2 step recirculation boues			2 665,99	73 742,19
oct-22	Rnvt mesure de debit step table d egoutage			1 406,81	75 149,00
janv-23	Report solde année précédente	1,124929			-75 149,00
janv-23	K				
janv-23	Dotation 2023		43 134,28		- 32 014,72
oct-23	Rénov moteur n1 dip poste de relevement pr n 3 lycee			3 332,71	35 347,43
nov-23	Rnvt agitateur anaerobie n 1 step traitement biologique			2 896,46	38 243,89
nov-23	Rnvt agitateur anaerobie secours step traitement biologique			8 265,23	46 509,12
sept-23	Rnvt agitateur step cuve a lait de chaux			2 404,38	48 913,50
janv-24	Report solde année précédente	1,18124			-48 913,50
janv-24	K				
janv-24	Dotation 2024		45 293,47		- 3 620,03
nov-24	Rnvt pompe dip 2 pr n 3 lycee			5 270,48	8 890,51
janv-25	Report solde année précédente	1,199331			-8 890,51
janv-25	K				
janv-25	Dotation 2025		45 987,15		37 096,64
nov-25	Rnvt pompe dip 1 pr n 4 dip gendarmerie bld henry rousselle			5 112,44	31 984,20
nov-25	Rnvt preleveur fixe eau brute step systeme de contrôle			4 712,87	27 271,33
nov-25	Rénov grille fin step relevement			15 786,16	11 485,17
oct-25	Rnvt motoreducteur racleur graisses step traitement des graisses			3 132,49	8 352,68
nov-25	Rnvt racleur step degazeur			2 107,70	6 244,98
août-25	Rénov filtre presse step filtre presse			4 784,06	1 460,92
nov-25	Rnvt chariot filtre presse step filtre presse			8 896,31	7 435,39
					- 7 435,39

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5. DONNEES DETAILLEES

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



5.1. COLLECTE

BILAN DES ARRETES D'AUTORISATION ET DE CONVENTIONS

	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de conventions de déversement	3	3	3	3	3
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	3	3	3	3	3

MAITRISE DES DEVERSEMENTS VERS LE MILIEU NATUREL

Nombre de points de rejet	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'usines de dépollution	1	1	1	1	1
Nombre de déversoirs d'orage	8	8	8	8	8
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement			1	1	1

	2021	2022	2023	2024	2025
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	80	80	80	80	80

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	0
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
Total Partie A	100	80
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	0
Total:	120	80

Le cumul des points de la partie A s'arrête à la première réponse négative.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

CONFORMITE DE LA COLLECTE

Hauteur de pluie totale (mm)	2023	2024	2025
Deversoir Orage Nangis route de Charcot	848	927	555
Deversoir Orage de Nangis allée de la mare blanche	848	927	555
Moyenne	848	927	555

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3)

Aucune donnée disponible sur ce contrat.

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5)

Aucune donnée disponible sur ce contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.2. CONTROLE DE CONFORMITE

5.2.1. POINT CC SUR L'ANNEE

SYNTHESE DE L'ANNEE

Indicateurs sur l'année	Nombre
Nombre de branchements contrôlés	16
Nombre de contrôles conformes lors d'une première visite	11
Nombre de contrôles devenus conformes lors d'une contre-visite	1
Nombre de contrôles restés non-conformes	4
Nombre de contre-visites réalisées	2

Par Cadre spécifique / motif de dossier	Nombre
Nombre de contrôles réalisés dans le cadre des quartiers	1
Nombre de contrôles réalisés dans le cadre des déclarations d'achèvement de travaux ou liés à des travaux	0
Nombre de contrôles dans le cadre des ventes	15

Indicateurs sur la durée du contrat	Nombre
Nombre de contrôles réalisés depuis le premier exercice	76
Nombre de contrôles restés non-conformes depuis le premier exercice	35

Indicateurs suivi du contrat contrôles par quartier	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Nombre de contrôles à réaliser	5	5	5	5	5	5	5	5
Nombre de contrôles réalisés	2	1	1	3	1			

Il serait nécessaire que la collectivité nous précise les rues à diagnostiquer en 2026 afin de réaliser le quota dû.

Le détail sera fourni via une extraction sur simple demande de la Collectivité.

5.3. TRAITEMENT

CONFORMITE GLOBALE

Conformité réglementaire des rejets

à l'arrêté
préfectoral

	0,00
Station d'Epuration de Nangis	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Conformité des performances des équipements d'épuration

	2021	2022	2023	2024	2025
Performance globale du service (%)	90	96	92	83	79
Station d'Epuration de Nangis	90	96	92	83	79

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
Station d'Epuration de Nangis	100	100	100	100	100

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.4. BILAN D'EXPLOITATION ET DE CONFORMITE

BILAN D'EXPLOITATION ET DE CONFORMITE PAR STATION

Station d'Epuration de Nangis

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2025
Débit de référence (m3/j)	10 596
Capacité nominale (kg/j)	900

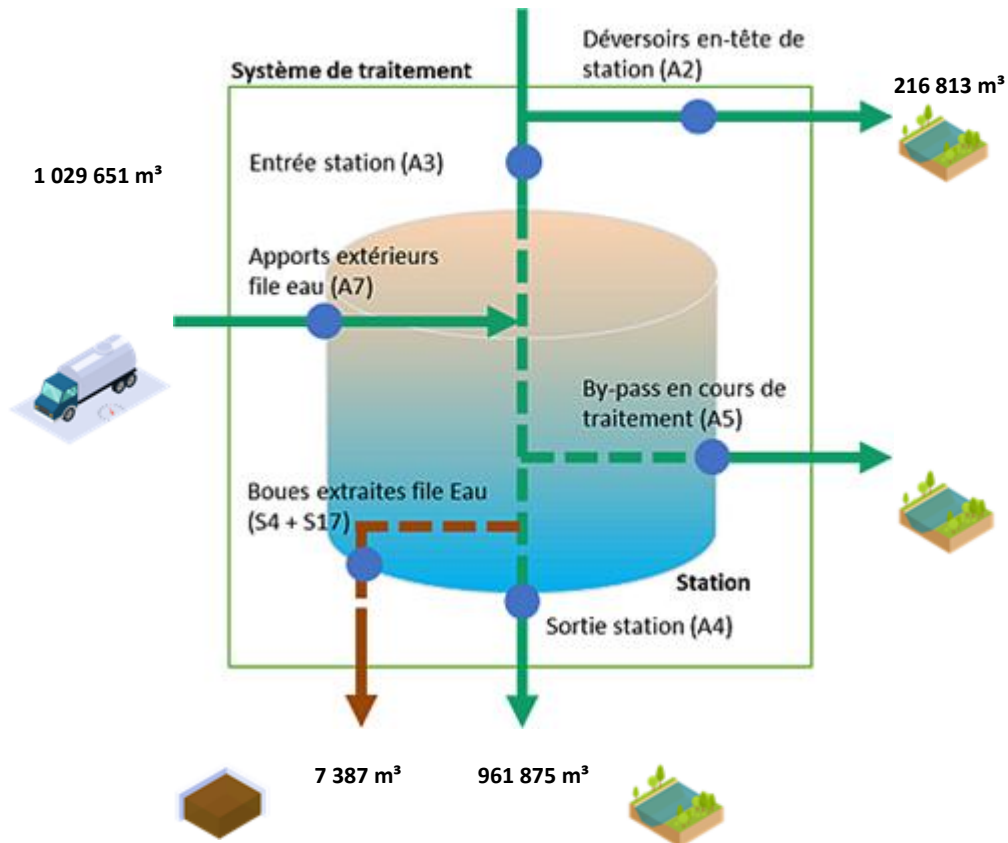
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00	10,00			
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	50,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	90,00	90,00	90,00	80,00			
moyen annuel					70,00		80,00

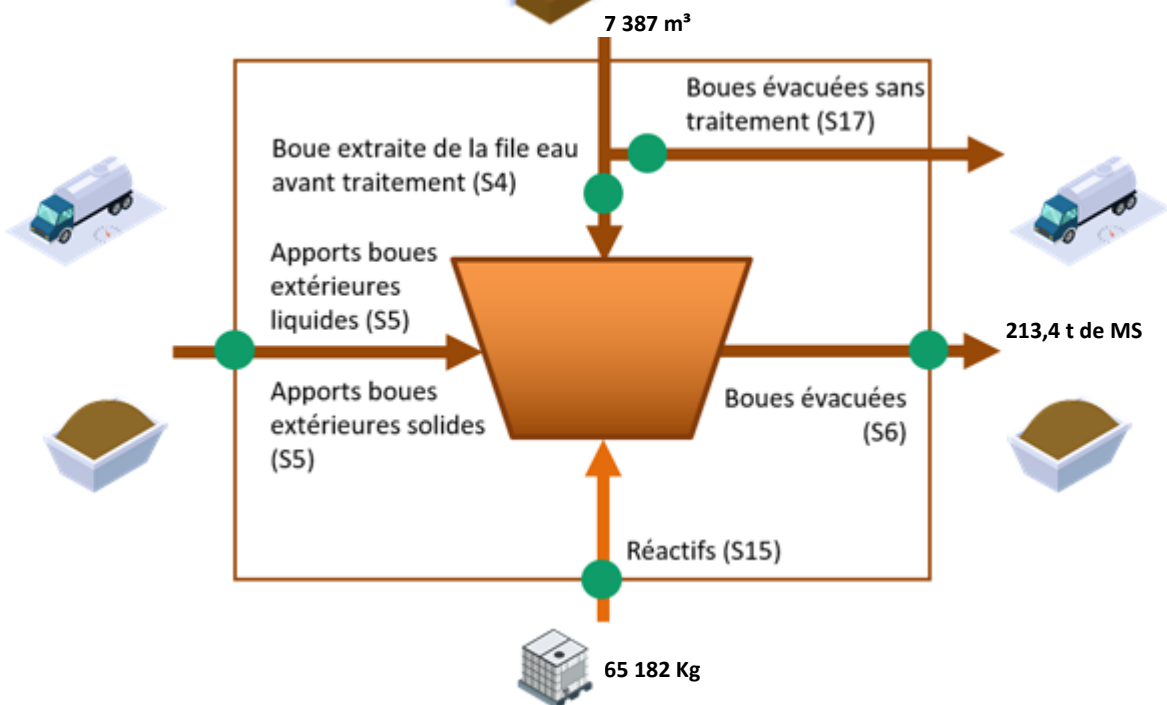
* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

File Eau



File Boue



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

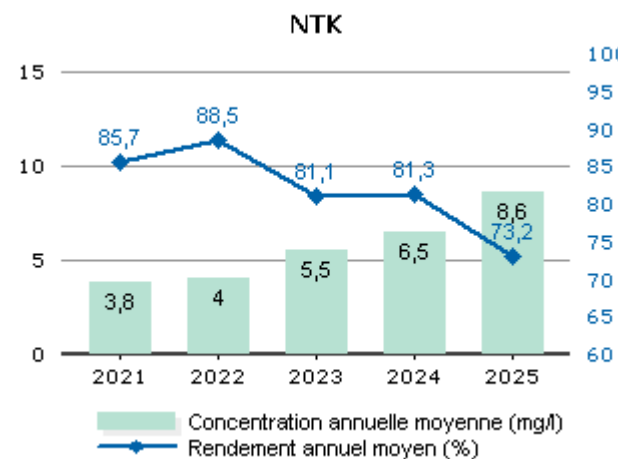
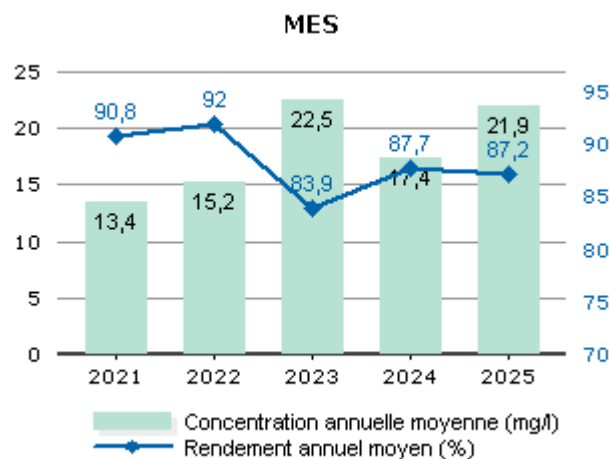
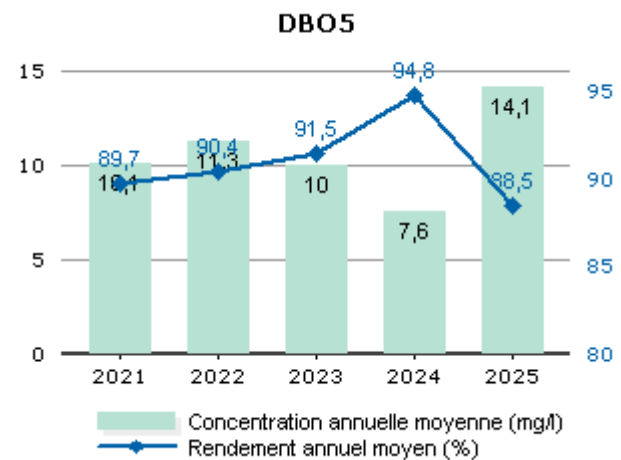
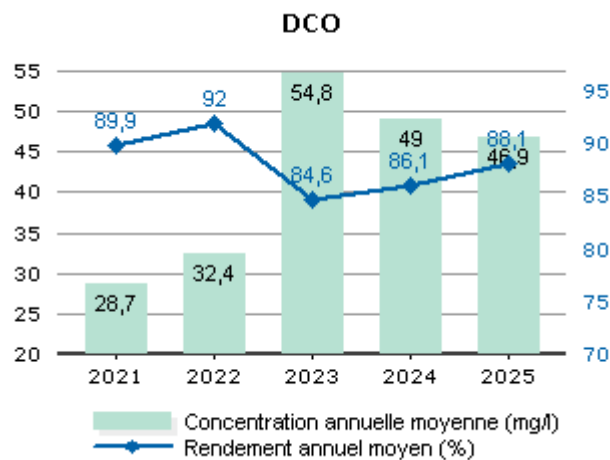
Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

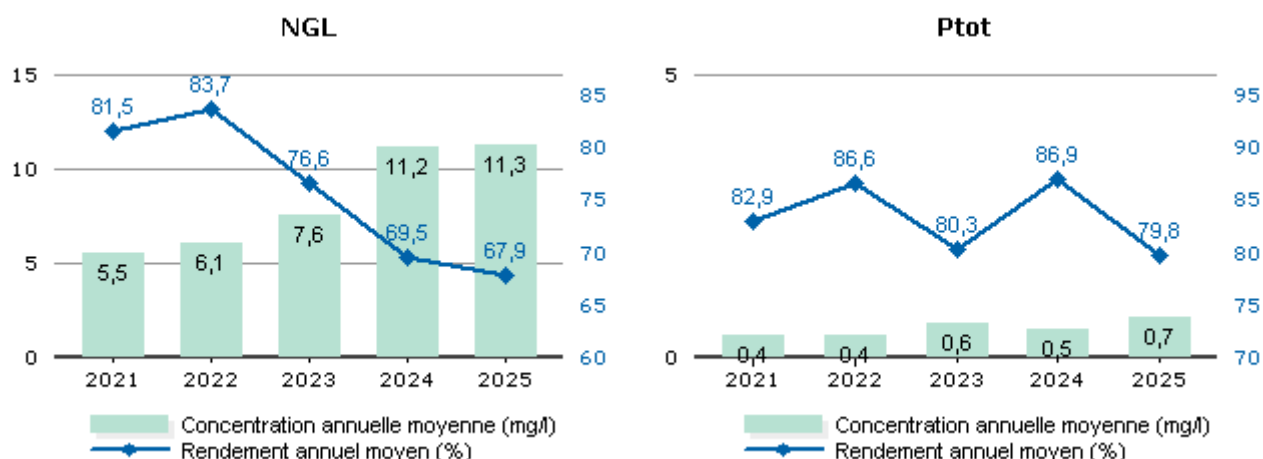
	2025
DCO	24
DBO5	12
MES	24
NTK	12
NGL	12
Ptot	12

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2021	2022	2023	2024	2025
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	0,00	0,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2021	2022	2023	2024	2025
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	88,8	125,5	123,1	176,3	213,4

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	544	39,19	213,2	100,00
Station d'épuration	32	0,31	0,1	100,00
Total	576	37,03	213,3	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2021	2022	2023	2024	2025
Centre de stockage de déchets (t) Refus	16,4	14,4	6,1	0,3	0,1
Total (t)	16,4	14,4	6,1	0,3	0,1
Centre de stockage de déchets (t) Sables	10,0	15,0			0,2
Total (t)	10,0	15,0			0,2
Autre STEP (m³) Graisses		18,7			
Autre unité de traitement (m³) Graisses	14,7				
Total (m³)	14,7	18,7			

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

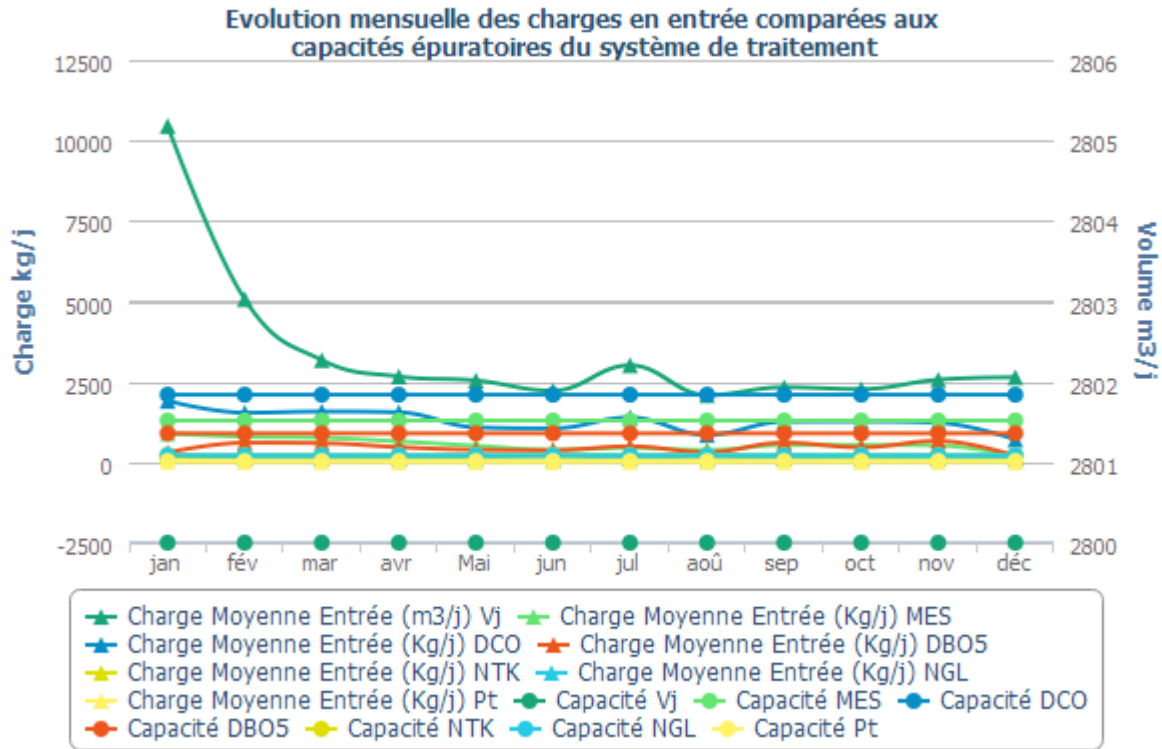
BILAN QUALITE PAR STEP

Station d'Epuration de Nangis

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	10 453	0 / 2	895	1 905	303	171,4	228,5	19,0
février	5 070	0 / 2	792	1 537	603	116,1	147,2	12,3
mars	3 179	0 / 2	761	1 576	591	107,4	113,0	12,6
avril	2 669	0 / 2	647	1 550	467	107,0	107,3	11,0
mai	2 544	0 / 2	512	1 082	387	106,6	108,5	10,8
juin	2 222	0 / 2	389	1 053	376	85,0	86,7	8,0
juillet	3 015	0 / 2	447	1 391	492	127,9	128,2	13,0
août	2 088	0 / 2	383	847	311	93,1	93,4	9,3
septembre	2 328	0 / 2	532	1 260	603	119,0	119,2	14,0
octobre	2 274	0 / 2	538	1 267	464	104,1	104,4	11,3
novembre	2 565	0 / 2	520	1 231	662	123,1	123,4	14,0
décembre	2 638	0 / 2	208	703	195	107,4	108,1	9,4

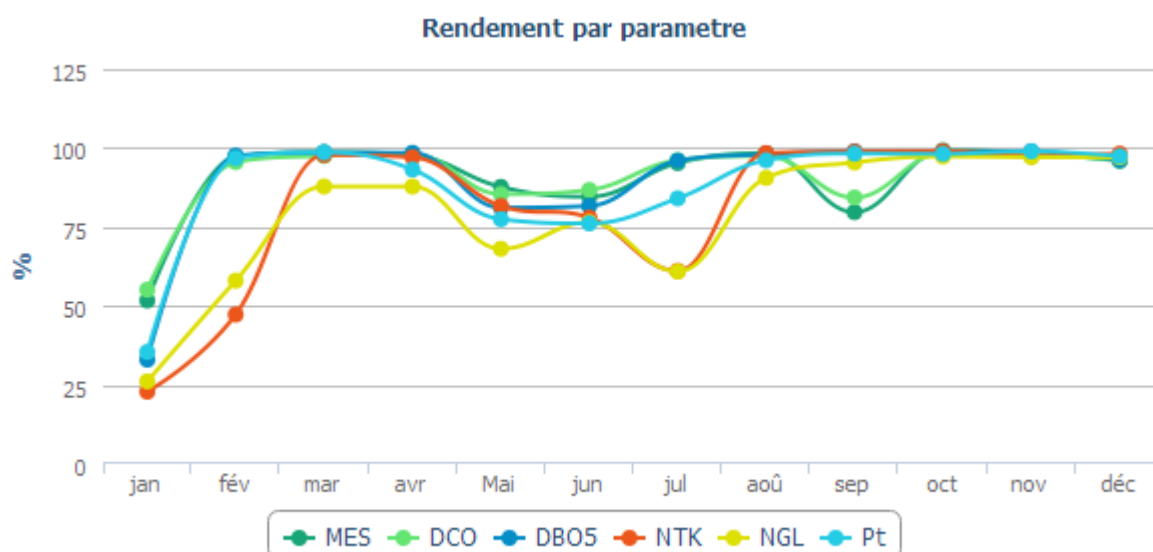
(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

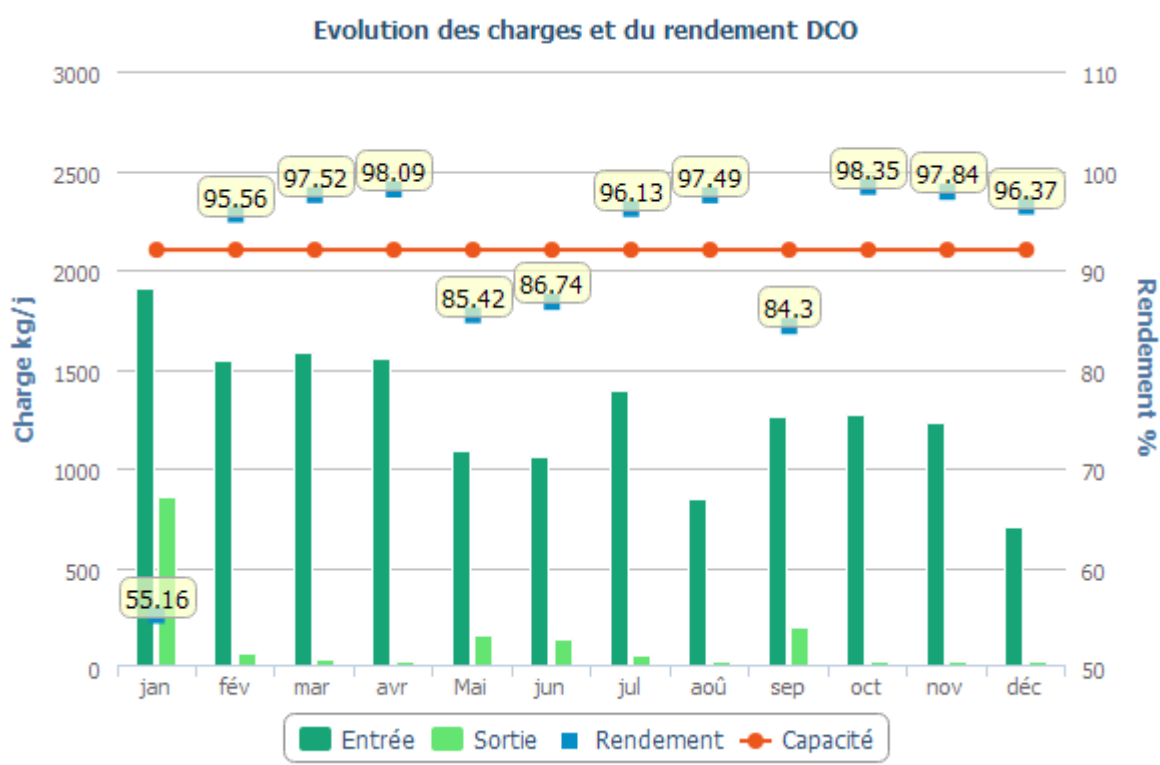
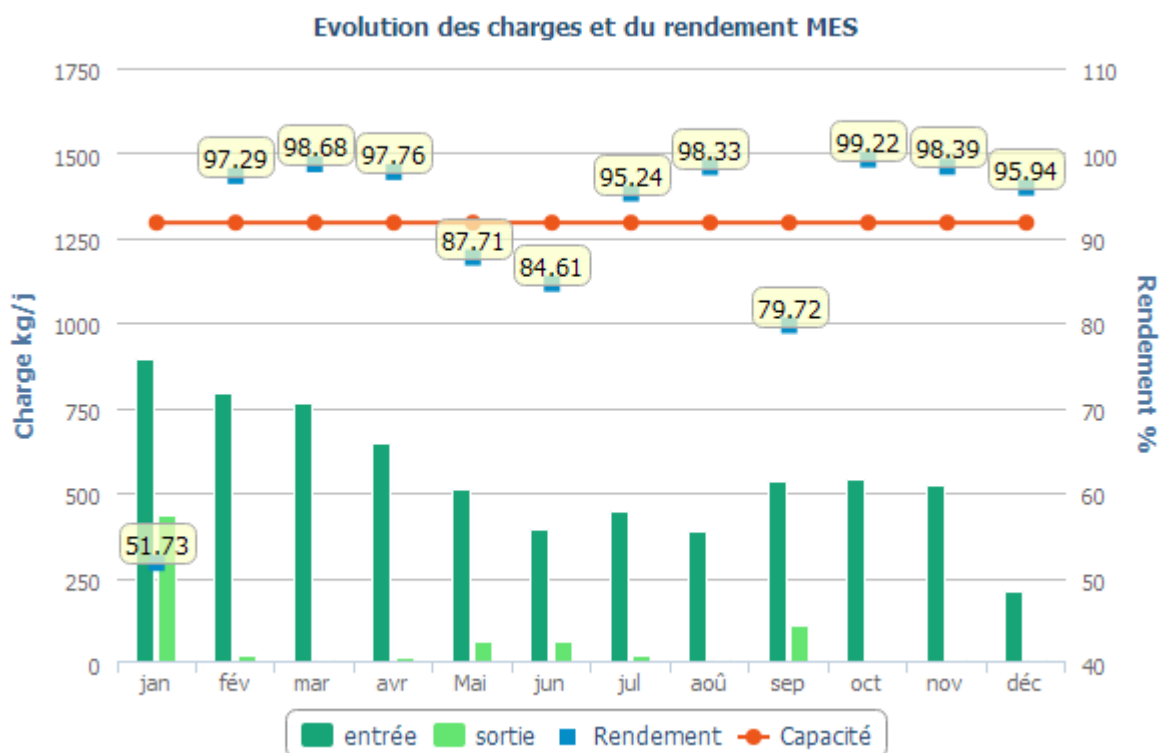
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	432,00	51,73	854,40	55,16	203,15	32,98	132,30	22,83	169,00	26,07	12,30	35,43
février	21,40	97,29	68,20	95,56	14,69	97,57	61,20	47,28	61,80	58,00	0,40	96,82
mars	10,00	98,68	39,10	97,52	8,82	98,51	2,40	97,81	13,80	87,83	0,20	98,60
avril	14,50	97,76	29,60	98,09	7,24	98,45	3,10	97,07	13,10	87,80	0,80	93,19
mai	63,00	87,71	157,80	85,42	73,05	81,14	19,60	81,64	34,60	68,06	2,40	77,46
juin	59,90	84,61	139,70	86,74	68,78	81,68	18,70	77,96	20,40	76,50	1,90	76,17
juillet	21,30	95,24	53,80	96,13	19,56	96,02	49,70	61,10	50,10	60,89	2,10	84,06
août	6,40	98,33	21,20	97,49	6,37	97,95	1,50	98,40	8,80	90,56	0,40	96,12
septembre	107,90	79,72	197,80	84,30	6,65	98,90	1,30	98,88	5,40	95,44	0,20	98,25
octobre	4,20	99,22	21,00	98,35	6,28	98,65	1,10	98,99	2,80	97,36	0,20	98,14
novembre	8,40	98,39	26,60	97,84	7,16	98,92	3,10	97,48	3,50	97,15	0,10	98,98
décembre	8,50	95,94	25,60	96,37	7,26	96,28	1,90	98,20	3,20	97,07	0,20	97,42

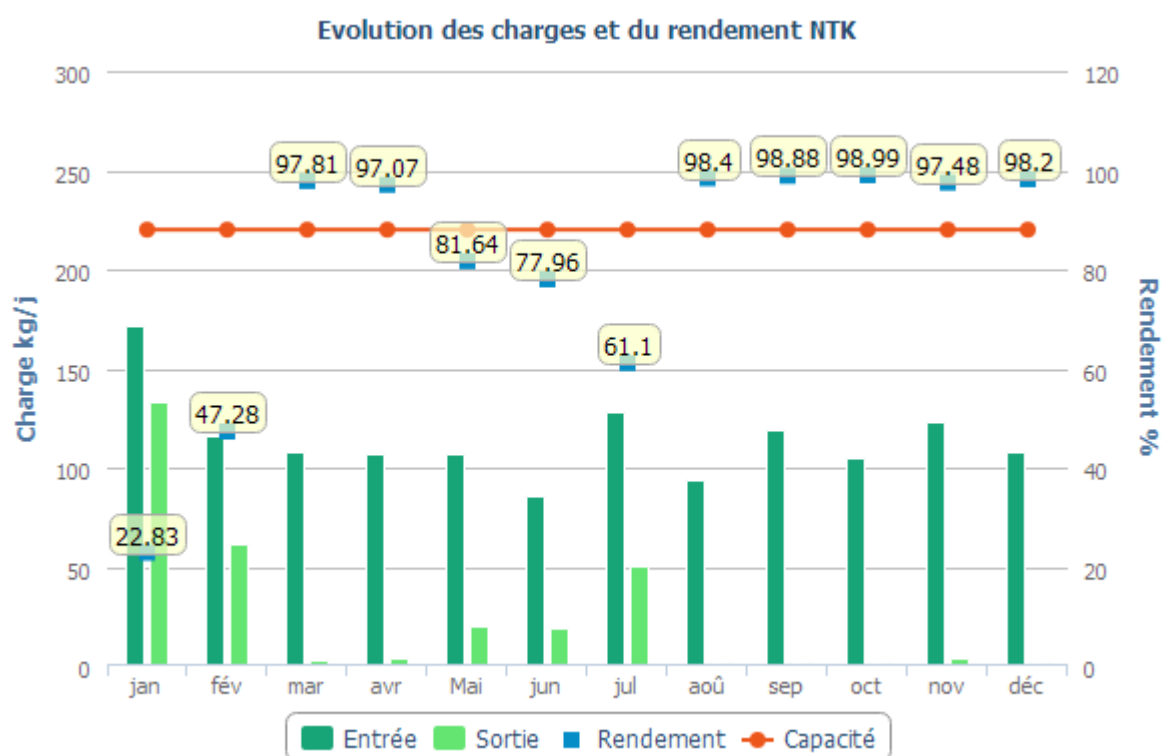
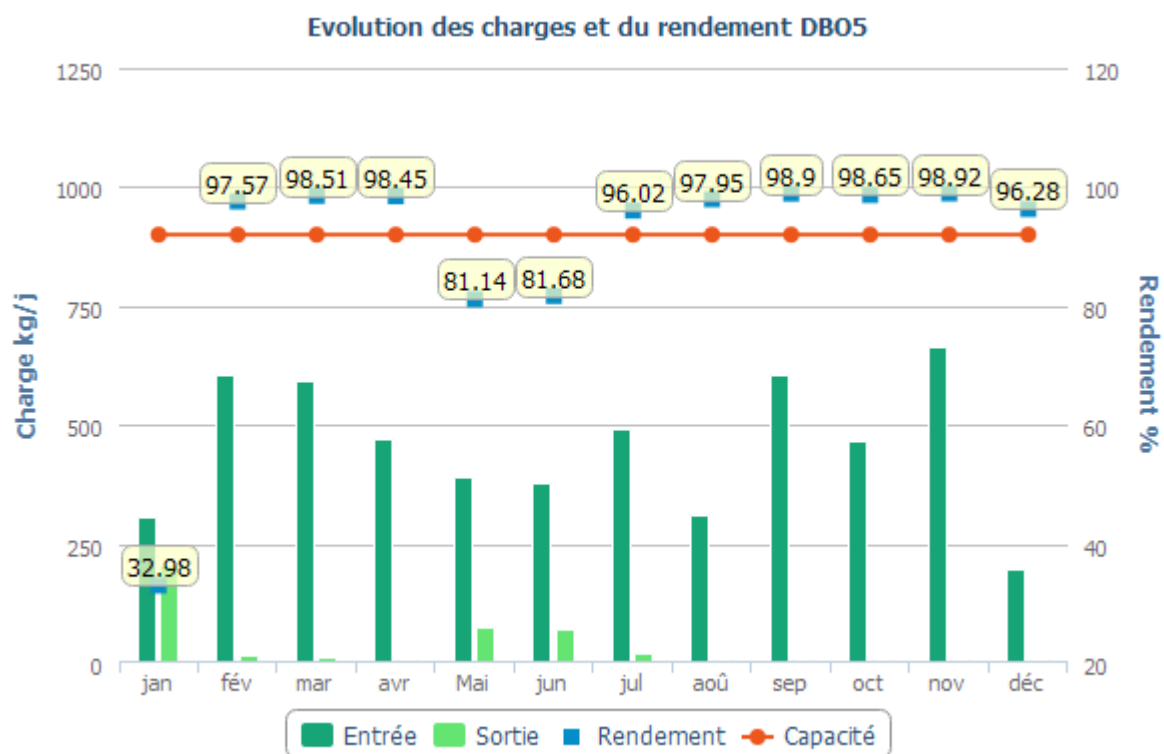


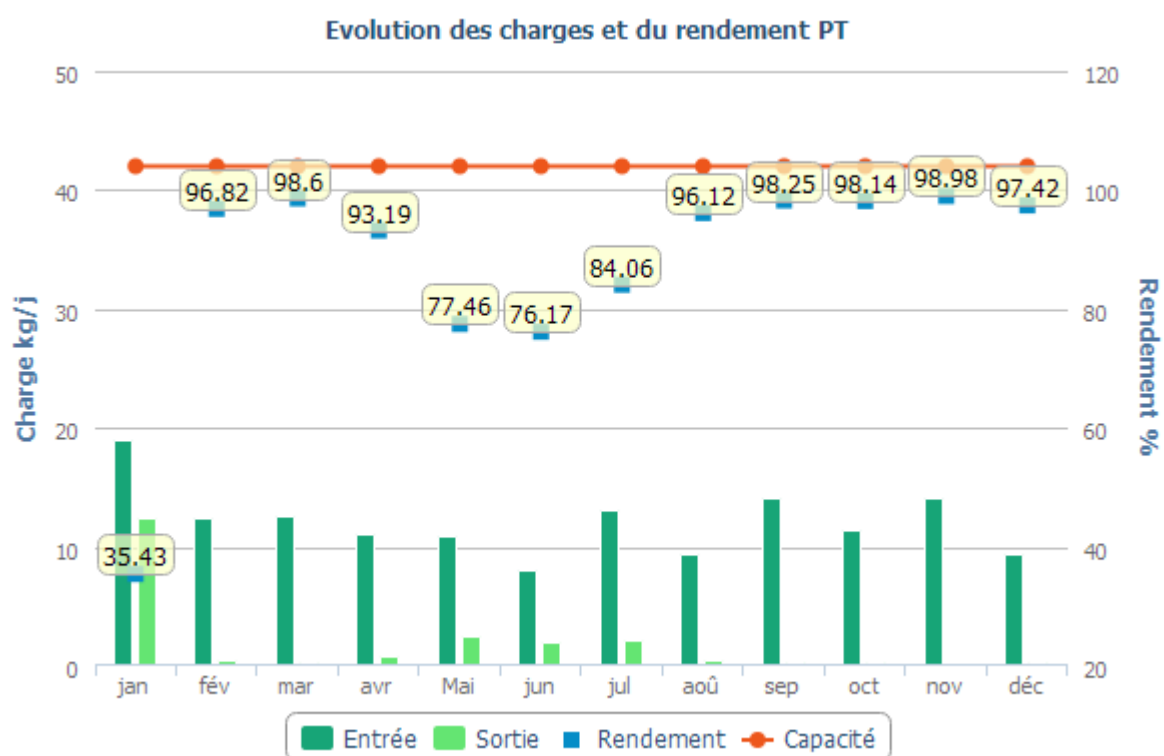
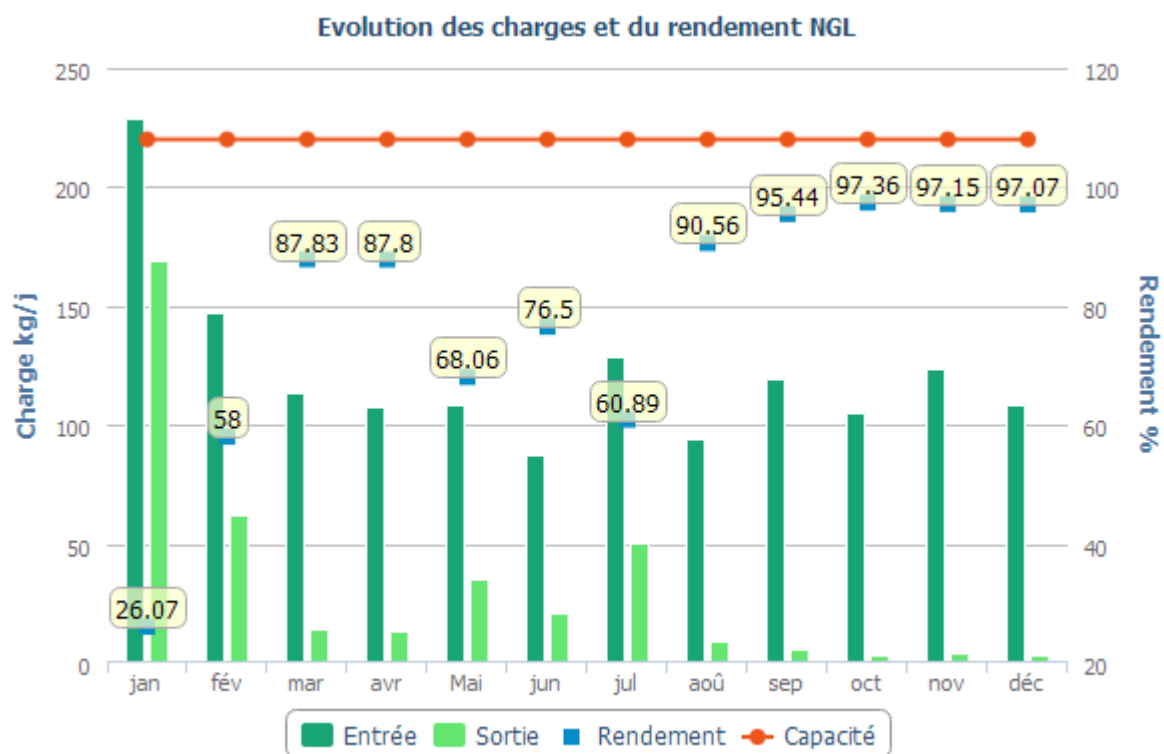
Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Evolution des charges et du rendement par paramètre



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

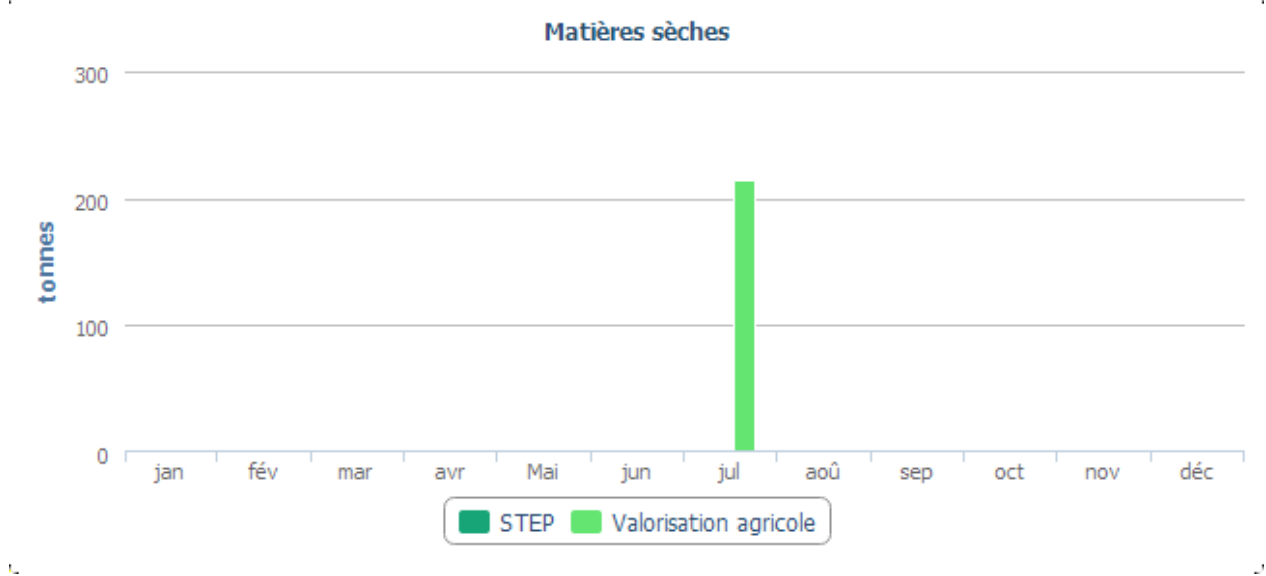




Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhibitoire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement	Commentaires
08/01/2025	Oui	Non	NTK	Non	
02/02/2025	Oui	Non	NTK	Non	
11/05/2025	Oui	Non	DBO5 DCO MES	Non	
25/06/2025	Oui	Non	DBO5 DCO MES	Non	
02/07/2025	Oui	Non	NTK	Non	

Boues évacuées par mois



Accusé de réception en préfecture
 077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
 Date de télétransmission : 09/07/2026
 Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.5. ENERGIE ET REACTIFS

CONSUMMATION D'ENERGIE PAR INSTALLATION

Usine de dépollution

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Station d'Epuration de Nangis						
Energie relevée consommée (kWh)	575 939	533 670	641 481	731 584	732 401	0,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	532	594	552	569	711	25,0%
Volume pompé (m3)	1 081 669	897 729	1 162 477	1 286 285	1 029 651	-20,0%

Poste de relèvement

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Poste de Relèvement de Nangis PR Mairie Rue Delattre de Tassigny						
Energie relevée consommée (kWh)			198	321	236	-26,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)			300	440		
Volume pompé (m3)			660	730		
Temps de fonctionnement (h)			66	73		
Poste de Relèvement d'Eaux Pluviales de Nangis Chatel						
Energie relevée consommée (kWh)	796	839	928	1 618	1 177	-27,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	94	114	91	69		
Volume pompé (m3)	8 448	7 344	10 152	23 472		
Temps de fonctionnement (h)	352	306	423	978	716	-26,8%
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Chatel						
Energie relevée consommée (kWh)	502	565	928	423	477	12,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	59	53	120	47		
Volume pompé (m3)	8 520	10 584	7 752	8 952		
Temps de fonctionnement (h)	355	441	323	373	271	-27,3%
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Mare au Curé						
Energie relevée consommée (kWh)	17 111	16 910	14 228	16 284		
Temps de fonctionnement (h)	5 875	5 732	6 147	6 537	3 971	-39,3%
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis ZI Impasse Léon Blum						
Energie relevée consommée (kWh)	9 012	6 438	8 147	8 402	5 715	-32,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	84	77	75			
Volume pompé (m3)	107 680	83 440	108 080			
Temps de fonctionnement (h)	1 346	1 043	1 351			
Poste de Relèvement d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales de Nangis ZAC des Roches 1						
Volume pompé (m3)	1 512	3 288	4 224	4 248		
Temps de fonctionnement (h)	63	137	176	177		
Poste de Relèvement d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales de Nangis ZAC des Roches 2						
Energie relevée consommée (kWh)	1 211	1 232	1 419	1 581	1 076	-31,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	229	295	346	317		
Volume pompé (m3)	5 280	4 176	4 104	4 992		
Temps de fonctionnement (h)	220	174	171	208	224	7,7%
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Gendarmerie Boulevard Rousselle						
Energie relevée consommée (kWh)	494	1 082	712	670	605	-9,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	183	66	175	165		
Volume pompé (m3)	2 695	16 485	4 060	4 060		
Temps de fonctionnement (h)	77	471	116	116	605	421,6%

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Lycée Boulevard Henri Rousselle						
Energie relevée consommée (kWh)	11 269	12 304	12 324	14 557	14 684	0,9%
Temps de fonctionnement (h)	4 605	6 303	6 562			
Poste de relèvement: PR Effervettes EU						
Energie relevée consommée (kWh)	461	634	506	113	471	316,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	282	267	240	44		
Volume pompé (m3)	1 632	2 376	2 112	2 544		
Temps de fonctionnement (h)	68	99	88	106	90	-15,1%

CONSOMMATION DE REACTIFS

Usine de dépollution - File Eau

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Station d'Epuration de Nangis						
Chlorure ferrique (kg)	59 800	41 005	17 818	17 918	17 341	-3,2%

Usine de dépollution - File Boue

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Station d'Epuration de Nangis						
Chaux éteinte (kg)	42 537	35 064	68 299	62 512	65 182	4,3%

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.6. INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Station d'Epuration de Nangis	900	15 000	2 800
Capacité totale :	900	15 000	2 800

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
Poste de Relèvement de Nangis PR Mairie Rue Delattre de Tassigny	Non	
Poste de Relèvement d'Eaux Pluviales de Nangis Chatel	Oui	24
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Chatel	Non	24
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Mare au Curé	Non	
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis ZI Impasse Léon Blum	Non	80
Poste de Relèvement d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales de Nangis ZAC des Roches 1	Non	24
Poste de Relèvement d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales de Nangis ZAC des Roches 2	Non	24
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Gendarmerie Boulevard Rousselle	Non	35
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Lycée Boulevard Henri Rousselle	Non	
Poste de relèvement: PR Effervettes EU	Non	24

Autres installations

Bassin d'orage de Nangis La Mare Blanche
BO de Nangis Zac des Roches N°1 rue Bertie Albrecht
BO de Nangis Zac des Roches N°2 rue Bertie Albrecht
BO Nangis ZAC des Aubépines
Dessableur Foch
Dessableur Gare
Déversoir d'Orage de Nangis STEP Rue des Tanneries (Piège)
Deversoir Orage de Nangis allée de la mare blanche
Deversoir Orage de Nangis Avenue Maréchal Foch
Deversoir Orage de Nangis rue des Fontaines
Deversoir Orage de Nangis ruelle Bardin
Deversoir Orage Nangis route de Charcot
Séparateur hydro Ateliers
Séparateur hydro Zac Roches 1
Séparateur hydro ZAC Roches 2
Séparateur hydro Zac Roches 3
Séparateur hydrocarbure Lycée
Séparateur hydrocarbure Gare
Séparateur hydrocarbure RD619

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.7. GESTION DES INSTALLATIONS

RENOUVELLEMENT INSTALLATIONS DE COLLECTE

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
POSTE DE RELEVEMENT		
PR N 1 LA MARE AU CURE		
POMPE 1	Renouvellement	Cté de service
PR N 4 DIP GENDARMERIE BLD HENRY ROUSSELLE		
POMPE DIP 1	Renouvellement	Compte
STATION D'EPURATION NANGIS		
SYSTEME DE CONTROLE STEP NANGIS		
PRELEVEUR FIXE EAU BRUTE	Renouvellement	Compte
STEP		
File Eau - Relèvement		
DEGRILLEUR FIN	Rénovation	Compte
TRAITEMENT DES GRAISSES		
MOTOREDUCTEUR RACLEUR GRAISSES	Renouvellement	Compte
DEGAZEUR		
RACLEUR	Renouvellement	Compte
FILTRE PRESSE		
FILTRE PRESSE	Rénovation	Compte
CHARIOT FILTRE PRESSE	Renouvellement	Compte

INTERVENTIONS SUR LES INSTALLATIONS

Nombre d'interventions sur installation par nature

Libellé Installation	Exploitation / Process	Maintenance courante	OI Lavage réglementaire / Curage contractuel	Renouvellement Total	Total général
Poste de Relèvement d'Eaux Pluviales de Nangis Chatel	2				2
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Chatel		1			1
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis Mare au Curé	1	2		2	5
Poste de Relèvement d'Eaux Usées de Nangis ZI Impasse Léon Blum	3	3			6
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Gendarmerie Boulevard Rousselle	2	2	1		5
Poste de Relèvement DIP d'Eaux Usées de Nangis Lycée Boulevard Henri Rousselle	4	11			15
Station d'Epuration de Nangis	270	58	1	1	330
Total général	282	77	2	3	364

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.8. RESEAUX

INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2021	2022	2023	2024	2025
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	94	104	105	105	105

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		74,62 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	12
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B		45	42
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	13
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	0
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Total:		120	105

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

INVENTAIRES DES RESEAUX

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	56,6	57,0	57,0	56,9	56,9	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)	20 749	20 955	20 998	20 926	20 926	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	18 650	18 715	18 758	18 721	18 721	0,0%
<i>dont refoulement (ml)</i>	2 099	2 240	2 240	2 205	2 205	0,0%
Canalisations unitaires (ml)	11 351	11 351	11 350	11 144	11 137	-0,1%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	11 351	11 351	11 350	11 144	11 137	-0,1%
Canalisations eaux pluviales (ml)	24 469	24 680	24 679	24 871	24 871	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	24 462	24 673	24 672	24 864	24 864	0,0%
<i>dont refoulement (ml)</i>	7	7	7	7	7	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	2 304	2 307	2 312	2 316	2 320	0,2%
Nombre de branchements eaux pluviales	32	32	33	33	34	3,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	971	975	975	981	982	0,1%
Nombre de regards	1 775	1 797	1 797	1 797	1 797	0,0%
Nombre de déversoirs d'orage	8	8	8	8	8	0,0%

RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS

Canalisations	2021	2022	2023	2024	2025
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	32 100	32 306	32 348	32 070	32 063
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	32 100	32 306	32 348	32 070	32 063
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

OPERATIONS DE MAINTENANCE DES RESEAUX ET BRANCHEMENTS

Interventions de curage préventif	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	670	744	883	788	861	9,3%
sur canalisations	49	54	67	46	40	-13,0%
sur accessoires	621	690	816	742	821	10,6%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	621	690	816	742	821	10,6%
Longueur de canalisation curée (ml)	8 982	8 193	6 668	7 355	7 172	-2,5%

Interventions curatives	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	67	42	45	21	26	23,8%
sur branchements	19	7	9	2	1	-50,0%
sur canalisations	37	34	32	16	15	-6,3%
sur accessoires	11	1	4	3	10	233,3%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	11	1	4	3	10	233,3%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	1 753	1 264	474	1 085	835	-23,0%

POINTS NOIRS DU RESEAU DE COLLECTE

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	5	5	5	5	5	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	32 100	32 306	32 348	32 070	32 063	-0,0%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	15,58	15,48	15,46	15,59	15,60	0,1%

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.9. GESTION DES RESEAUX

L'AUSCULTATION DU RESEAU DE COLLECTE

Ci-dessous un tableau présentant les inspections télévisées des canalisations :

Interventions d'inspection et de contrôle	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	252	240	210	80	0	-100,0%

LE CURAGE

Le plan de curage préventif :

- Canalisation :

Commune	Date	Rue	Linéaire curé - Diamètre	Type - commentaire
Nangis	01/04/2025	point noir lycée	30 EU - 250	curage point noir dn 250 sur 30 ml - vidage phyto
Nangis	03/04/2025	rue andré malraux	228 EP - 300	curage point noir dn 300 - unitaire + nettoyage 9 regards simples - 228 ml
Nangis	03/12/2025	amont step	170 EU - 300	4rs
Nangis	03/12/2025	rue rene cassin	234 EU - 200	4rs
Nangis	04/04/2025	avenue louis braille	15 EP - 300	curage 2 antennes dn 150 sur 10 ml
Nangis	04/04/2025	jean bouillon	350 EU - 200	curage point noir - dn 200 sur 350 ml + nettoyage de 16 regards simples
Nangis	04/04/2025	maille du buisson	230 EU - 250	
Nangis	04/04/2025	rue claudie vaillant	140 EU - 200	rue marie claudie vaillant couturier dn 200 sur 140 ml + 5 rs
Nangis	04/08/2025	aire des gens du voyage	200 EU - 200	nettoyage de 8 regards + 6 boîtes de branchement
Nangis	04/08/2025	aire des gens du voyage	100 EU - 300	curage ep dn 300 + 9 grilles à décantation
Nangis	06/05/2025	cantine	50 EU - 100	curage réseau eu dn 100 sur 50 ml + 8 siphons de sol
Nangis	07/01/2025	rue andré malraux	70 EP - 300	
Nangis	07/01/2025	rue du commerce	35 EU - 160	
Nangis	09/04/2025	rue jules ferry	320 EU - 200	vidage en attente
Nangis	10/03/2025	louis charcot	250 EU - 250	7 rs
Nangis	10/10/2025	mare aux curés	170 EU - 200	rue bertie albrecht
Nangis	10/10/2025	mare aux curés	140 EU - 200	rue marie claudie vaillant couturier
Nangis	11/04/2025	mare aux curés	260 EU - 150	7 rs
Nangis	12/11/2025	boulevard jean bouin	180 EU - 200	5 rs
Nangis	12/11/2025	rue louis braille	100 EU - 200	3 rs
Nangis	13/10/2025	boulevard jean bouin	260 EU - 200	8 rs
Nangis	14/10/2025	boulevard jean bouin	180 EU - 200	5 rs
Nangis	14/10/2025	mail couperin	310 EU - 200	9 rs
Nangis	15/10/2025	boulevard jean bouin	170 EU - 200	
Nangis	15/10/2025	mail couperin	180 EU - 200	
Nangis	16/04/2025	mare aux curés	250 EU - 200	8 rs
Nangis	16/10/2025	rue louis braille	180 EU - 200	5 rs
Nangis	17/04/2025	mail couperin	90 EU - 200	4 rs
Nangis	17/04/2025	mare aux curés	110 EU - 200	
Nangis	17/10/2025	rue louis braille	110 EU - 200	3 rs
Nangis	18/11/2025	chemin du tacot	250 EU - 300	5 rs

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Commune	Date	Rue	Linéaire curé - Diamètre	Type - commentaire
Nangis	18/12/2025	rue de la commune de paris	135 EP - 400	4rs
Nangis	18/12/2025	rue de la commune de paris	100 EP - 600	3rs
Nangis	23/12/2025	rue de la commune de paris	100 EP - 600	3rs
Nangis	23/12/2025	rue rene cassin	65 EP - 400	2rs
Nangis	24/11/2025	chemin du tacot	480 EP - 600	
Nangis	24/11/2025	chemin du tacot	100 EP - 500	
Nangis	26/12/2025	rue de la commune de paris	100 EP - 600	
Nangis	28/11/2025	rue rene cassin	150 EU - 200	3 rs
Nangis	31/10/2025	rue louis braille	580 EU - 200	12 rs

- Bouche d'égout, avaloir et grille :

Commune	Date	Voie	Nombre d'équipements
Nangis	03/03/2025	avenue du général de gaulle	10
Nangis	03/03/2025	rue des fontaines	14
Nangis	03/03/2025	rue gambetta	4
Nangis	03/03/2025	rue grenouillère	8
Nangis	03/03/2025	rue tassigny	8
Nangis	03/03/2025	rue voltaire	10
Nangis	04/08/2025	aire des gens du voyage	8
Nangis	04/08/2025	aire des gens du voyage	9
Nangis	05/02/2025	avenue du maréchal foch	14
Nangis	05/02/2025	avenue victor hugo	7
Nangis	05/02/2025	avenue voltaire	12
Nangis	05/02/2025	route départementale	16
Nangis	05/02/2025	rue de la république	13
Nangis	05/02/2025	rue hector berlioz	7
Nangis	06/02/2025	allée de la mare blanche	3
Nangis	06/02/2025	avenue de verdun	19
Nangis	06/02/2025	avenue du general taillis	8
Nangis	06/02/2025	parking collège	3
Nangis	06/02/2025	rue gambeta	10
Nangis	06/05/2025	cantine	8
Nangis	10/02/2025	avenue du général de gaulle	40
Nangis	10/02/2025	rue ampère	3
Nangis	10/02/2025	rue bertauche	10
Nangis	10/02/2025	rue des aubépines	10
Nangis	10/02/2025	rue jean moulin	3
Nangis	13/02/2025	allée des lillas	3
Nangis	13/02/2025	chemin bouloye	4
Nangis	13/02/2025	route de rampillon	6
Nangis	13/02/2025	rue andré malraux	5
Nangis	13/02/2025	rue barthelemy	6
Nangis	13/02/2025	rue des castors	9
Nangis	13/02/2025	rue du 8 mai 1945	5
Nangis	22/01/2025	rue charcot	18
Nangis	22/01/2025	rue croizat	10
Nangis	22/01/2025	rue de la commune de paris	30
Nangis	22/01/2025	rue des frères lumières	8
Nangis	22/01/2025	rue du dr schweitzer	6

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Commune	Date	Voie	Nombre d'équipements
Nangis	22/01/2025	rue fleming	5
Nangis	22/01/2025	rue léon blum	18
Nangis	23/01/2025	allée anne franck	1
Nangis	23/01/2025	allée birhakeim	6
Nangis	23/01/2025	allée colonel fabien	1
Nangis	23/01/2025	allée corpernic	1
Nangis	23/01/2025	allée georges politzer	1
Nangis	23/01/2025	allée heriot	2
Nangis	23/01/2025	allée jacques duclos	1
Nangis	23/01/2025	allée jeanne d'arc	1
Nangis	23/01/2025	allée luther king	1
Nangis	23/01/2025	allée paul trouvery	1
Nangis	23/01/2025	allée valles	2
Nangis	23/01/2025	boulevard diderot	6
Nangis	23/01/2025	boulevard henrirousset	3
Nangis	23/01/2025	boulevard jean bouin	35
Nangis	23/01/2025	boulevard pompidou	14
Nangis	23/01/2025	place dupont perrot	1
Nangis	23/01/2025	rue antonio	3
Nangis	23/01/2025	rue beaumarchais	4
Nangis	23/01/2025	rue berthie albrecht	12
Nangis	23/01/2025	rue coubertin	9
Nangis	23/01/2025	rue dauphin	2
Nangis	23/01/2025	rue du bois des vignes	10
Nangis	23/01/2025	rue du commerce	3
Nangis	23/01/2025	rue du minage	5
Nangis	23/01/2025	rue etienne dorve	8
Nangis	23/01/2025	rue gabriel pery	2
Nangis	23/01/2025	rue général leclerc	8
Nangis	23/01/2025	rue henri roussel	9
Nangis	23/01/2025	rue jean jaurés	6
Nangis	23/01/2025	rue marie couterier	10
Nangis	23/01/2025	rue marquis de guerchy	6
Nangis	23/01/2025	rue mazout	3
Nangis	23/01/2025	rue robert desnos	5
Nangis	26/03/2025	avenue louis braille	12
Nangis	26/03/2025	route de paris	14
Nangis	26/03/2025	rue brichanteau	5
Nangis	26/03/2025	rue de la sablière	12
Nangis	26/03/2025	rue st exupéry	13
Nangis	27/01/2025	chemin du tacot	18
Nangis	28/01/2025	allée auguste renoir	3
Nangis	28/01/2025	allée lionel terray	6
Nangis	28/01/2025	avenue des effervettes	6
Nangis	28/01/2025	rue aristide briand	4
Nangis	28/01/2025	rue de la convention	4
Nangis	28/01/2025	rue de la tuilerie	3
Nangis	28/01/2025	rue des pâtures philmin	2
Nangis	28/01/2025	rue jules guedes	3
Nangis	28/01/2025	rue noas du mesnil	14
Nangis	28/01/2025	rue pasteur	6

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Commune	Date	Voie	Nombre d'équipements
Nangis	28/01/2025	rue romain roulant	8
Nangis	28/01/2025	rue tannerie	8
Nangis	29/01/2025	allée andre dubois	2
Nangis	29/01/2025	allée rosignot	1
Nangis	29/01/2025	allée rousseau	2
Nangis	29/01/2025	avenue molière	8
Nangis	29/01/2025	boulevard du tivoli	6
Nangis	29/01/2025	place denis challis	3
Nangis	29/01/2025	place evrard	5
Nangis	29/01/2025	rue des écoles	33
Nangis	29/01/2025	rue felix genty	7
Nangis	29/01/2025	ruelle bardin	2
Nangis	30/01/2025	route de fontainebleau	15
Nangis	30/01/2025	rue de bel air	9
Nangis	30/01/2025	rue de la boucherie	5
Nangis	30/01/2025	rue du moulin d'auvergne	2
Nangis	30/01/2025	rue marcel paul	5
Nangis	30/01/2025	rue paul eluard	3

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

5.10. CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR SATISFACTION

LA FACTURE 120 M³ DE CHAQUE COMMUNE

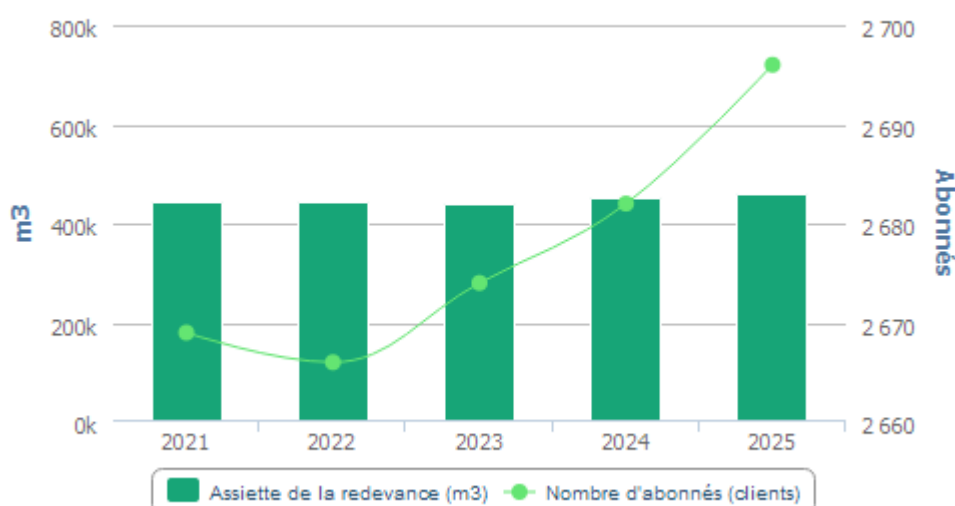
NANGIS	m ³	Prix au 01/01/2026	Montant au 01/01/2026
Collecte et dépollution des eaux usées *			250,89
Part délégataire			166,95
Consommation	120	1,3913	166,95
Part collectivité(s)			83,94
Consommation	120	0,6995	83,94
Organismes publics			4,25
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0354	4,25
TOTAL € HT			255,14
TVA			25,52
TOTAL € TTC			280,66

(*) Données limitées aux prestations du contrat.

CONSOMMATEURS ET ASSIETTE DE LA REDEVANCE

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 669	2 666	2 674	2 682	2 696	0,5%
Abonnés sur le périmètre du service	2 669	2 666	2 674	2 682	2 696	0,5%
Assiette de la redevance (m3)	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229	2,3%
Effluent collecté sur le périmètre du service	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229	2,3%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RELATION CONSOMMATEURS

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	19	14	15	30	1	-96,7%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	233	188	197	210	196	-6,7%
Taux de mutation	8,9 %	7,2 %	7,5 %	8,0 %	7,4 %	-7,5%

Le déploiement de notre nouvel SI Client en 2025 nous a permis de fiabiliser l'indicateur du nombre d'interventions.

DONNEES ECONOMIQUES

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux d'impayés	1,47 %	1,60 %	2,17 %	1,93 %	2,95 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	12 235	13 469	18 304	16 404	23 050
Montant facturé N - 1 en € TTC	832 811	843 454	843 371	850 515	782 606

	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	9	8	3	1	1
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	859,96	455,72	170,64	178,95	115,00
Assiette totale (m3)	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229

	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	52	57	69	67	150

	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
NANGIS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 860	8 953	8 990	8 988	8 977	-0,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 669	2 666	2 674	2 682	2 696	0,5%
Assiette de la redevance (m3)	441 697	442 954	437 831	449 787	460 229	2,3%

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

6. ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception en préfecture : 09/07/2026



6.1. LISTE DES INTERVENTIONS

L'EXPLOITATION DU PATRIMOINE

Interventions de génie civil :

Commune	Date	Voie	Motif intervention
Nangis	01/07/2025	rue de la sabliere	purge remblais grave ciment avec remplacement tampon
Nangis	03/02/2025	rue des ecoles	réparation casse
Nangis	03/04/2025	rue du dauphin	remplacement tampon
Nangis	03/04/2025	rue du dauphin	réparation casse
Nangis	07/03/2025	rue general leclerc	remplacement plaque tampon
Nangis	07/03/2025	rue general leclerc	rescellement tampon
Nangis	08/07/2025	avenue louis braille	réparation
Nangis	08/10/2025	rue du général leclerc an gle aristide briand	remplacement plaque tampon
Nangis	08/10/2025	rue du général leclerc angle aristide briand	remplacement plaque tampon
Nangis	09/07/2025	bd jean bouin	remplacement tampon
Nangis	10/09/2025	rue des rossignots	fourniture d'un tampon voirie 600
Nangis	15/07/2025	noas daumesnil	réparation branchement
Nangis	17/02/2025	rue aristide briand	réparation branchement
Nangis	17/12/2025	rue des aubépines	rescellement avaloir
Nangis	17/12/2025	rue des ecoles	rescellement avaloir
Nangis	19/03/2025	boulevard jean bouin	réparation collecteur
Nangis	26/06/2025	rue de la libération	autre
Nangis	26/06/2025	rue de la libération	purge remblais grave ciment avec remplacement tampon
Nangis	26/09/2025	aristide briand	fourniture de 3 tampons de voirie 600 d400
Nangis	27/10/2025	avenue du general du taillis	rescellement avaloir
Nangis	27/10/2025	avenue du général du taillis	rescellement avaloir
Nangis	27/10/2025	rue de la république	rescellement avaloir
Nangis	29/01/2025	promenade jules ferry	réparation branchement

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

LE CURAGE DES RESEAUX ET DES OUVRAGES

La désobstruction des réseaux et des ouvrages

Interventions curatives	2021	2022	2023	2024	2025	N/N-1
Nb de désobstructions sur réseau	67	42	45	21	26	23,8%
Nb de désobstructions sur branchements	19	7	9	2	1	-50,0%
Nb de désobstructions sur canalisations	37	34	32	16	15	-6,3%
Nb de désobstructions sur accessoires	11	1	4	3	10	233,3%
<i>dont bouches d'égout, grilles avaloirs</i>	11	1	4	3	10	233,3%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (m)	1 753	1 264	474	1 085	835	-23,0%
Nombre de débordements d'effluents dans les locaux des usagers	0	0	0	0	0	0%
Nombre de "points noirs" sur le réseau	5	5	5	5	5	0,0%

Désobstruction de branchements

Commune	Date	Voie	Observations
Nangis	10/12/2025	rue du pont perrot	(1) dégorgement boîte de branchement jusqu'a la grille

Désobstruction de canalisations

Commune	Date	Voie	Type d'effluent	Observations
Nangis	01/04/2025	rue du dauphin	65 EU - 300	pompage et nettoyage + curage ep dn 300 sur 65 ml
Nangis	01/11/2025	rue louis charcot	100 EU - 150	dégorgement réseau eu dn 150 (pr mare aux curés) + curage sur 100 ml
Nangis	03/01/2025	rue du chariot	50 EU - 400	dégorgement réseau eu + curage dn 300/400 sur 50 ml - obstrué par graisse et lingettes
Nangis	06/03/2025	boulevard jean bouin	50 EU - 200	dégorgement canalisation dn 200 sur 50 ml
Nangis	06/03/2025	rue de la libération	70 EU - 200	curage réseau eu dn 200 sur 70 ml pour itv
Nangis	09/01/2025	rue st exupery / mail du couperin	15 EU - 300	pompage et nettoyage 3 avaloirs + curage ep dn 200/300 sur 15 ml (antennes)
Nangis	09/05/2025	rue du 8 mai 1945	20 EU - 100	dégorgement boîte de branchement dn 100 + curage sur 20 ml
Nangis	18/06/2025	mail du buisson	45 EU - 250	dégorgement réseau dn 250 sur 45 ml
Nangis	20/02/2025	rue louis charcot	50 EU - 200	dégorgement + curage réseau jusqu'au dernier tampon sur 50 ml + nettoyage de 3 regards
Nangis	20/08/2025	rue mail couperin et st exupery	10 EU - 300	dégorgement ep dn 300 + curage réseau ep dn 300 sur 10 ml environ
Nangis	21/02/2025	rue louis charcot	30 EU - 200	curage eu dn 200 sur 30 ml + nettoyage 2 rs
Nangis	24/02/2025	boulevard jean bouin	300 EU - 100	dégorgement réseau eu dn 100 + curage sur 30 ml
Nangis	28/03/2025	rue victor hugo	5 EU - 100	curage + nettoyage boîte de branchement dn 100 sur 5 ml
Nangis	28/11/2025	place dupont perrot	15 EU - 250	dégorgement eaux usées dn 250 + curage sur 15 ml et nettoyage de 2 regards simples
Nangis	31/03/2025	rue du dauphin	10 EU - 300	curage canalisation dn 300 sur 10 ml pour passage caméra

Désobstruction de grilles / avaloirs

Commune	Date	Voie	Observations
Nangis	09/01/2025	rue st exupery / mail du couperin	pompage et nettoyage 3 avaloirs + curage ep dn 200/300 sur 15 ml (antennes)
Nangis	29/08/2025	rue mail couperin	rue mail couperin 3 avaloirs remplis de déchets
Nangis	29/08/2025	rue st exupery	pompage nettoyage 4 avaloirs rue st exupery, avaloir saturé de racines à 100%

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

LES RESEAUX ET BRANCHEMENTS

Création de branchements neufs

Commune	Date	Adresse	Nombre de branchements	Matériau / Diamètre (en mm)
Nangis	15/01/2025	rue rené barthélemy	1	PVC / 160
Nangis	05/05/2025	rue gabriel péri	2	PVC / 160-200
Nangis	27/05/2025	rue de la liberation	1	PVC / 160
Nangis	06/08/2025	avenue du maréchal foch	1	PVC / 160

LES OPERATIONS DE MAINTENANCE

Curage sur installation

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
aire des gens du voyage - Nangis	04/08/2025	Préventif	curage preventif
ateliers municipaux - Nangis	01/09/2025	Préventif	curage preventif
ateliers municipaux - Nangis	03/03/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	01/10/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	25/03/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	28/05/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	29/04/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	30/06/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	30/10/2025	Préventif	curage preventif
bac a graisse restaurant municipal - Nangis	31/07/2025	Préventif	curage preventif
bassin d'orage 1 - Nangis	03/11/2025	Préventif	curage preventif
bassin d'orage 2 - Nangis	03/11/2025	Préventif	curage preventif
dessableur chemin de la gare - Nangis	03/03/2025	Préventif	curage preventif
dessableur chemin de la gare - Nangis	19/03/2025	Préventif	
dessableur gare - Nangis	09/07/2025	Préventif	curage preventif
dip gendarmerie - Nangis	14/05/2025	Curatif	pompage et nettoyage boues
dip lycée - Nangis	04/12/2025	Curatif	pompage dip + mise à disposition
dip lycée - Nangis	06/01/2025	Curatif	dégorgement arrivée eu - réseau en charge
dip lycée - Nangis	09/10/2025	Curatif	pompage suite à dip en panne
do foch - Nangis	07/08/2025	Préventif	curage preventif
do foch - Nangis	14/08/2025	Préventif	curage preventif
do foch - Nangis	15/05/2025	Préventif	curage preventif
do foch - Nangis	17/03/2025	Préventif	curage preventif
do lycee - Nangis	01/04/2025	Préventif	
do lycee - Nangis	01/09/2025	Préventif	curage preventif
do lycee - Nangis	03/03/2025	Préventif	curage preventif
gare - Nangis	01/09/2025	Préventif	curage preventif
gare - Nangis	19/08/2025	Préventif	curage preventif
mare aux curés - Nangis	19/02/2025	Curatif	dégorgement pr
rue brichanteau - Nangis	26/03/2025	Préventif	curage preventif avaloirs
separateur hydrocarbure zac des roches 1 - Nangis	03/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbure zac des roches 1 - Nangis	03/11/2025	Préventif	curage preventif

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
separateur hydrocarbure zac des roches 1 - Nangis	05/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbure zac des roches 1 - Nangis	05/06/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	01/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	02/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	02/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	03/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	04/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures d619 av general de gaulle - Nangis	04/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures rue danielle casanova - Nangis	01/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures rue danielle casanova - Nangis	03/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 1 et 2 - Nangis	03/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 1 et 2 - Nangis	03/11/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 1 et 2 - Nangis	05/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 1 et 2 - Nangis	05/06/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 2 - Nangis	03/09/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 2 - Nangis	03/11/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 2 - Nangis	05/03/2025	Préventif	curage preventif
separateur hydrocarbures zac des roches 2 - Nangis	05/06/2025	Préventif	curage preventif
step - Nangis	01/04/2025	Préventif	curage déversoir d'orage
step - Nangis	05/05/2025	Préventif	pompage et nettoyage dégraisseur
step - Nangis	05/06/2025	Préventif	pompage et nettoyage bassin orage 1
step - Nangis	05/06/2025	Préventif	pompage et nettoyage bassin orage 2
step - Nangis	09/10/2025	Préventif	pompage filasse
step - Nangis	10/11/2025	Préventif	pompage et nettoyage dégraisseur
step - Nangis	11/08/2025	Préventif	pompage et nettoyage dégraisseur
step - Nangis	12/05/2025	Préventif	pompage et nettoyage dégraisseur
step - Nangis	13/02/2025	Préventif	pompage graisses + filasses pre-traitement
step - Nangis	16/06/2025	Préventif	pompage et nettoyage dégazeur
step - Nangis	20/02/2025	Préventif	pompage dégraisseur
step - Nangis	20/05/2025	Préventif	pompage et nettoyage degazeur à boues + curage de 4 tulipes du clarificateur
step - Nangis	20/08/2025	Préventif	pompage filasse
step - Nangis	20/10/2025	Préventif	pompage filasse + graisses
step - Nangis	25/06/2025	Préventif	pompage et nettoyage (prétraitement)
step - Nangis	27/10/2025	Préventif	pompage et nettoyage pré-traitement
step - Nangis	28/04/2025	Préventif	pompage et ecremage degazeur

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

6.2. ENGAGEMENTS A INCIDENCE FINANCIERE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

6.2.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

REGULARISATIONS DE TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

BIENS DE RETOUR

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

BIENS DE REPRISE

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFIP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

AUTRES BIENS OU PRESTATIONS

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

CONSOMMATIONS NON FACTUREES ET RECOUVREMENT DES SOMMES DUES AU DELEGATAIRE A LA FIN DU CONTRAT

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

6.2.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire ;
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES APPLICABLES AUX SALAIRES DE VEOLIA

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

PROTECTION DES SALAIRES ET DE L'EMPLOI EN FIN DE CONTRAT

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier la masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximums, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

COMPTES ENTRE EMPLOYEURS SUCCESSIFS

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat ;
- concernant les salaires et notamment les salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs, ;
- concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail, etc.

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.3. ANNEXES FINANCIERES

LES MODALITES D'ETABLISSEMENT DU CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2025 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société des Eaux de Melun au sein de la Région Ile de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 55 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société des Eaux de Melun a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

Compte tenu de la réforme des redevances de l'agence de l'eau applicable au 1^{er} janvier 2025, le détail produit de l'année 2025 présente une solution temporaire et transitoire pour présenter les années 2024 et 2025 non comparables entre elles suite à cette évolution. Ainsi, il a été retenu de ne pas faire évoluer le libellé du détail des produits et d'intégrer les nouvelles redevances dans les anciennes redevances utilisées antérieurement à 2025, à savoir :

- La nouvelle redevance consommation eau potable est comprise dans la redevance pollution qu'elle remplace
- Les nouvelles redevances performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectifs sont, elles, comprises dans la redevance modernisation réseau qui a disparu à la suite de cette réforme.

Ce détail produit sera donc complètement mis à jour avec ces nouvelles redevances en 2026, dès lors que le détail produit présentera deux années comparables en termes de redevance.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
 - ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
 - ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022, 5,35% pour l'année 2023 et 5,30% pour les investissements réalisés en 2024 et 5,65% pour l'année 2025.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2025 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2025 au titre de l'exercice 2024.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

- *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1993.*

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

6.4. DETAIL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2025 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement.

Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

DES NOUVELLES ÉCHÉANCES STRUCTURANTES POUR LES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Les années 2026 et 2027 seront marquées par l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions réglementaires ou mises en œuvre qui sont autant de défis à relever pour les services d'assainissement.

Dans le cadre de la réforme des redevances des agences de l'eau, le décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 (JO du 17 mai 2025) rend obligatoire la saisie des données du RPQS dans le SISPEA (Observatoire National des Services d'Eau et d'Assainissement) pour l'ensemble des services, indépendamment du nombre d'habitants que ces services desservent.

Cartographie des réseaux

Depuis le 1er janvier 2026, dans le cadre de la réforme anti-endommagements (ou "DT-DICT"), les réseaux non-sensibles (cas général pour les réseaux d'eau) situés en unité urbaine relevés en classe de précision "B" ou "C" peuvent se voir imputer tout ou partie des charges liées :

- aux investigations complémentaires menées durant la phase de préparation des chantiers ;
- aux arrêts des chantiers dus à la découverte inopinée de canalisations cartographiées avec une précision insuffisante.

Dans la pratique opérationnelle, compte-tenu de la fréquence des chantiers et de la densité des réseaux, la cartographie en classe "A" de précision des réseaux est à privilégier. A défaut ces coûts sont susceptibles d'impacter significativement votre service

Pour mémoire, hors unité urbaine (au sens de l'INSEE), cette disposition s'appliquera à l'ensemble des réseaux au 1er janvier 2032.

Repérage de l'amiante avant travaux

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux **entrera pleinement en application le 1er juillet 2026** afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Ce texte parachève le corpus réglementaire lié au risque amiante également actualisé par différentes publications et recommandations. Nous attirons notamment votre attention sur une publication en 2024 par l'INRS de mesures de l'empoussièrement en amiante généré par la technique d'hydrocurage. Il s'en est suivi de nouvelles préconisations de prévention qui impacteront les services d'assainissement.

PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Conformité des systèmes d'assainissement urbain

L'Instruction du Gouvernement du 4 juillet 2025 (BO du 18 juillet 2025) concerne la collecte et le traitement des eaux résiduaires urbaines. Cette instruction, à destination des préfets, s'appuie sur le constat que le taux de conformité réglementaire des systèmes d'assainissement ne cesse de diminuer depuis plus d'une dizaine d'années alors que la France a été condamnée en octobre 2024 par la Cour de justice européenne pour manquement dans la mise en œuvre de la directive eaux résiduaires urbaines de 1991 et que la transposition de cette même directive révisée est en cours.

L'instruction enjoint les préfets de mettre en œuvre tous les leviers d'action dont ils disposent pour un retour à la conformité dont la mise en demeure, l'astreinte journalière, la consignation des fonds, l'articulation avec une réponse pénale lors de non-respect des injonctions, le rejet de toute extension de l'urbanisme lorsque les systèmes d'assainissement ne répondent pas à la réglementation et le partage de l'amende en cas de condamnation européenne conformément à l'article 112 de la loi NOTRe de 2015.

Cette instruction demande aussi aux préfets que la mise aux normes des systèmes d'assainissement, lorsque nécessaire, s'inscrive dans la perspective de la nouvelle directive eaux résiduaires, en cours de transposition.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La réforme des redevances des Agences de l'eau est entrée en vigueur au 1er janvier 2025.

Ainsi, deux composantes des redevances (sur trois) seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, le réseau de collecte, ...).

L'année 2026 marquera l'intégration dans le calcul de la redevance de l'efficacité de l'ensemble du système d'assainissement (collecte et traitement), à partir d'indicateurs de performance de l'année 2024.

RÉSILIENCE DES SERVICES ET CYBERSÉCURITÉ

En 2025, le projet de loi comprenant la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security) a poursuivi son parcours législatif. Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

D'autre part, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 "compromissions" dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi toujours en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : des possibilités d'usages élargies au bénéfice de la sobriété hydrique

Le Plan Eau présenté en mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2025, trois textes réglementaires sont venus compléter ceux déjà publiés depuis 2023 et qui fixaient le cadre général du recours à ces Eaux Non Conventionnelles, à savoir :

- **Le décret 2025-239 et l'arrêté du 14 mars 2025** (JO du 15 mars 2025) ont précisé les conditions d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, en remplacement de l'eau potable dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et pour les installations nucléaires de base. Cette utilisation est autorisée lorsque la qualité des eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers. L'arrêté du 14 mars 2025 détaille les utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) qui peuvent être librement mises en œuvre et celles dont les critères de qualité et les conditions techniques sont préalablement fixées. Il précise les critères de qualité et les conditions techniques à satisfaire pour utiliser ces eaux pour les usages domestiques mentionnés (lavage du linge, des sols intérieurs, évacuation des excréta, alimentation de fontaines décoratives, nettoyage des surfaces extérieures, arrosage des jardins potagers et des espaces verts).
- **L'arrêté du 8 septembre 2025** (JO du 5 octobre 2025) fixe les prescriptions applicables à l'utilisation d'eaux usées traitées pour les usages liés à la propreté urbaine : ces prescriptions visant à garantir la protection de la santé publique, humaine et animale, et de l'environnement. Les usages urbains concernés portent sur le nettoyage de voirie par balayeuses, le nettoyage sans lance d'aspersion des accotements des voiries (et des ouvrages d'art), le nettoyage de quais de déchèteries, l'hydrocurage de réseaux d'assainissement (et d'eaux pluviales), les opérations sur installations d'assainissement non collectif, le nettoyage de bennes à ordures. La démarche pour accéder à ces utilisations demeure inchangée et une demande d'autorisation adressée au préfet reste nécessaire. Des qualités d'eau à respecter sont définies pour certains usages (nettoyages voiries, accotements, ouvrages d'art). Pour d'autres usages, il n'y a pas de qualité spécifiée et les eaux usées traitées peuvent directement être utilisées sans traitement complémentaire en sortie de station d'épuration sous réserve toutefois que l'évaluation des risques requise dans le dossier de demande d'autorisation en démontre l'innocuité (hydrocurage, nettoyage des quais et bennes à ordures). Cet arrêté modifie également à la marge deux précédents arrêtés de décembre 2023 relatifs aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures.

COMMANDE PUBLIQUE

Nouveaux seuils européens applicables au 1er janvier 2026

La Commission européenne a publié les nouveaux seuils de procédure formalisée qui prendront effet au 1er janvier 2026. Ces seuils connaissent une légère baisse par rapport à ceux appliqués depuis le 1er janvier 2024.

Comparatif des seuils (Montants HT)

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Type de Marché	Seuils 2024	Nouveaux Seuils 2026
Marchés de travaux	5 538 000 €	5 404 000 €
Marchés de fournitures et services de l'État	143 000 €	140 000 €
Marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs	221 000 €	216 000 €

Le seuil applicable aux concessions est le même que celui des marchés de travaux.

Modifications de certains seuils du code de la commande publique (CCP)

Le décret n° 2025-1386, paru au Journal Officiel le 30 décembre 2025, modifie les seuils de procédure et de publicité du Code de la commande publique (CCP). Ces changements impactent les seuils en dessous desquels les acheteurs publics peuvent passer des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables :

- Marchés de fournitures ou de services : Le seuil est relevé de 40 000 € à 60 000 € HT.
- Marchés de travaux : Le seuil est porté de 40 000 € à 100 000 € HT.

Ces ajustements prennent effet de manière échelonnée :

- Le seuil de 100 000 € pour les travaux s'applique dès le 1er janvier 2026.
- Le seuil de 60 000 € pour les fournitures et services s'applique à compter du 1er avril 2026.

Le relèvement des seuils vient consolider, notamment, le seuil de 100 000 € institué par la loi ASAP (2020) pour les marchés de travaux, assurant ainsi sa pérennité.

Il est important de noter que cette évolution des seuils nationaux doit être considérée en lien avec les seuils européens de procédure formalisée.

Simplification du code de la commande publique

Le code de la commande publique est également modifié par le décret n° 2025-1383 du 29 décembre 2025. Cette modification a notamment pour objectif de :

- abaisser le plafond du chiffre d'affaires minimal exigible des entreprises candidates de deux fois à une fois et demie le montant du marché : cette mesure vise à éviter des seuils disproportionnés tout en sécurisant l'acheteur quant à la capacité financière des soumissionnaires.
- autoriser les acheteurs à contracter directement avec le soumissionnaire arrivé en seconde position en cas d'incapacité de l'attributaire à exécuter le marché : ce nouvel article R. 2152-4-1 du CCP autorise l'acheteur à attribuer le marché au candidat classé second (ou suivants, si refus ou impossibilité avérée) en cas de défaillance du premier, évitant ainsi une reprise complète de la procédure (nouvelle publicité et mise en concurrence). Cet assouplissement procédural, qui doit intervenir avant la notification du marché et respecter strictement l'ordre de classement initial, maintient les principes de la commande publique.
- clarifier les modalités de remboursement des avances (articles L. 2191-2 et R. 2191-3 et s. du CCP) pour sécuriser l'exécution financière des marchés. Il précise que l'appréciation de l'avancement pour le remboursement se fait uniquement sur les prestations du titulaire, sans tenir compte des co-traitants ou sous-traitants. Si l'avance est inférieure ou égale à 30 % du marché, le remboursement par précompte commence dès que les prestations du titulaire atteignent 65 % du montant TTC de sa part du marché.

AUTRES RÉGLEMENTATIONS PUBLIÉES EN 2025

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

La Loi de Finances pour 2025 apporte des clarifications sur certains aspects de la réforme des redevances des agences de l'eau, tout en rectifiant les inexactitudes de formulation qui avaient été identifiées.

Premièrement, elle clarifie les règles relatives à l'événement déclencheur et à la base de calcul de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique, due par les industriels non connectés au réseau public de collecte des eaux usées, conformément à l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement.

Deuxièmement, elle modifie le calcul des redevances liées à la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif, mentionnées aux articles L.213-10-5 et L.213-10-6 du même code. Ces aménagements visent à :

- Simplifier la détermination de leur assiette.
- Préciser la compétence des agences de l'eau lorsqu'un établissement public redevable couvre un périmètre relevant de plusieurs agences.
- Introduire un coefficient de modulation globale dans les cas où plusieurs entités gèrent un même réseau d'eau potable.

Enfin, elle établit le montant de l'indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais d'assiette et de recouvrement. Cette indemnité est versée à l'exploitant du service responsable de la facturation de l'eau potable, qui effectue à ce titre la déclaration et le paiement de la redevance. Cette indemnité étant indexée sur l'inflation, un arrêté du 24 décembre 2025 (JO du 31 décembre 2025) a relevé celle-ci à 0,31 € hors taxes par facture de fourniture d'eau potable, dans la limite de 0,92 € hors taxes par an et par abonné au service d'eau. Ce même arrêté a également revalorisé certaines redevances des agences de l'eau, notamment celles assises sur un paramètre indexé à l'inflation.

Décret n° 2025-66 du 24 janvier 2025 portant modification de dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau

Le décret n°2024-787 introduit plusieurs ajustements réglementaires dans le code de l'environnement concernant la redevance pour la pollution de l'eau.

- Suivi des rejets : L'agrément de l'agence pour le dispositif de suivi régulier des rejets est désormais tacite (principe du "silence vaut accord").
- Redevance élevage : Le montant de la redevance élevage est triplé uniquement pour les redevables ayant fait l'objet d'une condamnation pénale dans le cadre d'une police administrative spéciale pour la protection des eaux. Les redevables ayant seulement fait l'objet d'un procès-verbal d'infraction ne sont plus concernés. Chaque année civile, le préfet transmet à l'agence de l'eau la liste des éleveurs condamnés.
- La capacité nominale de traitement de la station d'épuration remplace la charge brute de pollution organique comme indicateur réglementaire (articles D.213-48-12-9 à D.213-48-12-12 et D.213-48-26-1), dans un objectif d'harmonisation.
- L'article R.213-48-39, relatif à la notification de la liste des personnes s'acquittant de la redevance pollution non domestique, est abrogé, car il est devenu obsolète suite à l'introduction des nouvelles redevances.

Décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 : obligation de publication des données du RPQS

Le décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 (JO du 17 mai 2025) vient préciser deux dispositions d'application de l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la transmission des informations sur les services publics d'eau et d'assainissement dans le SISPEA et de l'article L. 1321-9 du code de la santé publique, à savoir :

- la transmission des données sur la qualité de l'eau. Ce faisant, le décret complète la transposition en droit français de la Directive européenne 2020/2184 (article 14 et annexe 4 de la directive) ;
- dans le cadre de la "fiscalisation" des redevances des agences de l'eau, il rend obligatoire la saisie des données du RPQS dans le SISPEA pour l'ensemble des services d'eau et d'assainissement, indépendamment du nombre d'habitants que ces services desservent. Cette saisie dans le SISPEA

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

doit survenir au plus tard dans les 15 jours après l'approbation du RPQS par l'assemblée délibérative de chaque service d'eau ou d'assainissement.

Assouplissement de la gestion des compétences eau et assainissement

La loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 (JO du 12 avril 2025) abroge le transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et d'agglomération. Ainsi les communes qui n'ont pas encore transféré les compétences "eau" et "assainissement" à leur communauté de communes à la date d'entrée en vigueur de la loi ne seront plus obligées de procéder à ce transfert au 1er janvier 2026 (article 2). Toutefois, il n'y aura pas de retour en arrière possible pour les communes qui ont déjà transféré les compétences : les transferts déjà effectués ne seront pas remis en cause.

- Le texte consacre le caractère séable de la compétence assainissement, en distinguant l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif. Cela signifie qu'une commune qui a transféré à l'intercommunalité une partie seulement de la compétence sera libre de transférer ou non l'autre partie de cette compétence à compter de la promulgation de la loi.
- La loi précise aussi qu'une commune ayant conservé l'exercice des compétences eau et assainissement peut réaliser, avec l'EPCI et les communes du bassin versant, des études sur la gestion de la ressource en eau et sur la sécurité du service.
- Le texte sécurise en outre la possibilité pour les gestions des compétences "eau" et "assainissement" de créer de nouveaux syndicats afin d'en mutualiser l'exercice. L'article 1er complète ainsi l'article L.5111-6 du code général des collectivités territoriales, qui subordonne l'autorisation par le préfet de la création de syndicats de communes et de syndicats mixtes à leur compatibilité avec le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI), afin d'exonérer les syndicats compétents en matière d'eau ou d'assainissement d'une telle exigence de compatibilité.
- Enfin, le texte inscrit dans la loi la possibilité pour les communes de se fournir mutuellement de l'eau en cas de pénurie. Lorsqu'une telle pénurie intervient pour la première fois sur une période de cinq ans, l'article 4 prévoit que les volumes d'eau fournis par la commune donatrice pourront être déduits du calcul des redevances liées à l'eau potable.

Par ailleurs, la loi n°2025-268 du 24 mars 2025 (JO du 25 mars 2025) pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture ajoute au code général des collectivités territoriales (CGCT) des articles L. 2224-7-8 et L. 2224-7-9 : le département peut recevoir un mandat de maîtrise d'ouvrage, conclu à titre gratuit, en vue de la production, du transport et du stockage d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) ou en vue de l'approvisionnement en eau, confié par l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent.

Modifications de l'instruction budgétaire et comptable M4

L'instruction budgétaire et comptable M4, applicable aux services publics industriels et commerciaux, a été modifiée à compter du 1er janvier 2026 par un arrêté du 30 décembre 2025 (JO du 31 décembre 2025) pour tenir compte des évolutions réglementaires et/ou législatives intervenues au cours de l'exercice 2025, notamment les dispositions législatives résultant de la publication de l'ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique.

Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne

La loi n° 2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (dite loi "DDADUE") introduit plusieurs évolutions substantielles susceptibles d'intéresser les collectivités territoriales et leurs délégataires. Parmi celles-ci, on retiendra notamment :

S'agissant d'abord des actions de groupe, l'article 16 de la loi DDADUE procède à une refonte d'ensemble du régime applicable. Ce dispositif, qui permet à un demandeur unique de porter un recours pour le compte d'un groupe défini, était jusqu'alors éclaté en sept cadres procéduraux distincts. Il fait désormais l'objet d'une unification, à l'exception du domaine de la santé publique. Cette réforme élargit le cercle des entités habilitées à agir : outre les associations agréées, les organisations syndicales représentatives et les syndicats agricoles, les associations non agréées justifiant de deux années d'activité peuvent désormais solliciter la cessation d'un manquement. La loi institue par ailleurs des tribunaux judiciaires spécialisés, crée une amende civile destinée à sanctionner les comportements intentionnels à l'origine de dommages sériels, et prévoit la

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

constitution d'un fonds dédié au financement de ces actions ainsi que la tenue d'un registre public par le ministère de la Justice. Le décret n°2025-1191 du 10 décembre 2025 précise les modalités d'application de ces dispositions en encadrant les conditions de délivrance, de renouvellement et de retrait des agréments permettant aux associations d'introduire une action de groupe. Il confie cette compétence à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et fixe les obligations de transparence financière en cas de financement par des tiers afin de prévenir les conflits d'intérêts dans l'introduction ou la conduite d'une telle action.

En outre, l'article 23 de la loi DDADUE modifie substantiellement le régime applicable aux espèces protégées. Aux termes de cette nouvelle disposition, un porteur de projet est dispensé de déposer une demande de dérogation « espèces protégées » dès lors que deux conditions cumulatives sont réunies : d'une part, les mesures d'évitement et de réduction proposées doivent réduire le risque d'atteinte à tel point qu'il ne soit pas suffisamment caractérisé ; d'autre part, un dispositif de suivi de ces mesures doit être intégré au projet afin de garantir leur efficacité et de permettre, le cas échéant, la mise en œuvre de toute mesure supplémentaire nécessaire. Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 29 avril 2025, a confirmé la conformité de ce dispositif dérogatoire à la Constitution.

Vers une politique européenne de résilience hydrique

Dans sa recommandation 2025/1179 du 4 juin (JOUE du 16 juin 2025), la Commission européenne fixe sa stratégie de résilience hydrique.

A l'instar du plan Eau adopté par la France en mars 2023, la Commission reconnaît qu'« *il est grand temps de placer la résilience de l'eau au cœur de l'agenda politique* ». Ce faisant, la Commission identifie trois objectifs prioritaires sur ce chemin : la restauration et la protection du cycle de l'eau pour garantir un approvisionnement durable en eau, la garantie d'accès à une eau de qualité et à l'assainissement de manière abordable mais également la construction d'une économie de l'eau qui soutient la compétitivité de l'UE.

Ce texte, non réglementaire, annonce un objectif d'amélioration de l'efficacité hydrique de 10% à l'horizon 2030 et dresse les lignes directrices d'une politique générale qui sera reprise dans les directives sectorielles à venir.

Protection des masses d'eau

La Commission européenne a adopté, le 28 février 2025, la **décision d'exécution 2025/439 actualisant la liste de vigilance des substances susceptibles de présenter un risque pour l'environnement aquatique**, en application de la directive 2008/105/CE. Cette liste impose aux États membres de surveiller certaines substances afin d'évaluer leur inscription éventuelle sur la liste des substances prioritaires, lesquelles sont soumises à des normes de qualité environnementale strictes. Cette décision remplace celle du 22 juillet 2022.

Seize substances sont retirées de la liste après quatre années de surveillance, parmi lesquelles le sulfaméthoxazole, la venlafaxine et plusieurs fongicides. Plusieurs substances sont maintenues en raison de l'insuffisance de données disponibles, notamment le fipronil, la metformine et certains agents de protection solaire. De nouvelles substances intègrent la liste, dont l'octisalate, la 6PPD, l'abamectine, des antifongiques azolés, l'étoxazole, la fluoxétine, le propranolol et les antibiotiques oxytétracycline et tétracycline.

La Circulaire du 16 juin 2025 (BO du 1er juillet 2025) a pour objet de demander aux préfets coordonnateurs de bassin d'engager la révision des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le cadre des dispositions du code de l'environnement.

La directive européenne "nitrates" de 1991 prévoit en effet un réexamen au moins tous les quatre ans de la liste des zones vulnérables afin de tenir compte de l'évolution des pollutions des masses d'eau par les nitrates d'origine agricole. En France, cette désignation est réalisée au niveau des bassins hydrographiques, sous la responsabilité des préfets coordonnateurs de bassin. Les mesures applicables dans ces zones sont, quant à elles, définies au niveau national, ainsi qu'au niveau régional sous l'égide des préfets de région. La dernière désignation des zones vulnérables a été conduite en 2020-2021 pour entrer en vigueur à partir de la campagne culturale 2021-2022. La révision des ZV devra être finalisée pour une signature des arrêtés au plus tard le 31 mars 2026.

Simplification du droit de l'environnement

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Le décret n° 2025-804 du 11 août 2025 porte diverses mesures dites de « simplification du droit de l'environnement ».

Une disposition majeure concerne la durée de validité des inventaires faune-flore réalisés dans le cadre de l'évaluation environnementale des projets. Le nouvel article R. 411-21-4 du code de l'environnement fixe désormais cette durée à cinq ans, contre trois ans selon la doctrine administrative antérieure. Ainsi, les inventaires devront avoir été achevés ou actualisés moins de cinq ans avant la date de dépôt du dossier pour lequel ils sont requis. Ces inventaires sont nécessaires pour la description de l'état initial dans les études d'impact, l'évaluation des incidences notables, directes et indirectes dans les études d'incidence des projets, ainsi que dans le cadre des demandes de dérogations relatives aux espèces protégées. L'autorité compétente conserve la faculté d'exiger des compléments ou actualisations si de nouveaux enjeux écologiques apparaissent.

Le décret instaure par ailleurs une procédure dématérialisée pour la transmission des déclarations et rapports d'accidents ou d'incidents concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il consacre également le principe du « silence vaut rejet » à l'issue d'un délai de trois mois pour les décisions relatives aux demandes de dispense d'évaluation environnementale fondées sur le III de l'article 27 de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, lequel prévoit un régime dérogatoire pour les raccordements liés à des projets de transition énergétique sur des sites listés par voie réglementaire. Enfin, parmi les autres mesures introduites, le décret procède à une mise en cohérence des zones pouvant faire l'objet de servitudes d'utilité publique et des formats sur la cartographie des phénomènes dangereux.

Sécurité sanitaire des eaux de piscines et des baignades artificielles

Trois textes publiés au JO du 24 décembre 2025 sont venus modifier le cadre réglementaire applicable à la sécurité sanitaire des eaux de piscines et des baignades artificielles.

Le décret 2025-1285 met en conformité les dispositions du Code de la Santé Publique relatives à la sécurité sanitaire des eaux des piscines, notamment aux produits et procédés de traitement, avec la procédure d'approbation des substances actives biocides réalisée au niveau européen au titre du règlement n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides (désinfectants).

Un premier arrêté du 19 décembre 2025 relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines porte la disposition emblématique de cette réforme, à savoir, la possibilité d'adapter la fréquence des vidanges complètes des bassins en fonction de la qualité réelle de l'eau, au lieu de la vidange annuelle obligatoire. Cette nouvelle approche permettra le maintien d'une eau propre et saine pour tous les usagers tout en réduisant les temps de fermeture des piscines, en allégeant les charges des collectivités et en préservant les ressources en eau.

Un second arrêté, également en date du 19 décembre 2025, modifie les modalités de réalisation du programme d'analyses de la qualité de l'eau des piscines ainsi que les limites et références de qualité des baignades artificielles.

6.5. ASSURANCES

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- **Assurance de dommages aux biens** : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6. CERTIFICATS ISO



Certificat

Certificate

N° 2015/69288.12

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-11

Jusqu'à
until

2027-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme.
The electronic certificate only, available at www.afnor.org, attests in real-time that the company is certified.
Accréditation COFRAC n°4-0001, Certification de Systèmes de Management, Portée disponible sur www.cofrac.fr.
COFRAC accreditation n°4-0001, Management Systems Certification, Scope available on www.cofrac.fr.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. CERTI F 1481.5 12/2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org, attests in real-time that the company is certified. Accreditation COFRAC n° 4-0001, Certification de Systèmes de Management. Puente disponible sur www.cofrac.fr.
COFRAC accreditation n° 4-0001, Management Systems Certification. Scope available on www.cofrac.fr.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark - CERTIF 0956.9/07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org, attests in real-time that the company is certified. Accreditation COFRAC n° 4-0001, Certification de Systèmes de Management. Portée disponible sur www.cofrac.fr.
COFRAC accreditation n° 4-0001, Management Systems Certification. Scope available on www.cofrac.fr.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark - CERTIF 0956.9/07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

6.7. GLOSSAIRE

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc...). Il est par

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026

privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)



Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260709-DEL-2026-102-DE
Date de télétransmission : 09/07/2026
Date de réception préfecture : 09/07/2026